



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

43^e LÉGISLATURE, 2^e SESSION

Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 015

Le mardi 2 février 2021

Président : M. Sven Spengemann



Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le mardi 2 février 2021

• (1535)

[Traduction]

Le président (M. Sven Spengemann (Mississauga—Lake-shore, Lib.)): Chers collègues, bienvenue à la 15^e séance du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international.

[Français]

Conformément à l'article 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le jeudi 22 octobre 2020, le Comité reprend son étude sur les vulnérabilités qui ont été créées et exacerbées par la pandémie de COVID-19.

[Traduction]

Pour assurer le bon déroulement de la réunion, je vous invite tous à désactiver votre microphone lorsque vous ne parlez pas et à adresser vos commentaires à la présidence. Quand nous en serons à 30 secondes de la fin d'une période de questions ou d'un temps de parole, je vous ferai signe avec cette feuille de papier jaune. Vous avez accès aux services d'interprétation en cliquant sur l'icône du globe au bas de votre écran.

[Français]

J'aimerais maintenant souhaiter la bienvenue aux témoins du premier groupe.

De l'organisme UNICEF Canada, nous recevons Mme Annabelle Bodmer-Roy, directrice des Politiques et programmes internationaux, et Mme Rowena Pinto, responsable en chef des programmes.

De l'organisme Aide à l'enfance Canada, nous recevons Mme Tineka Levy, conseillère humanitaire, et Mme Taryn Russell, cheffe des politiques et de la défense des droits.

De l'organisme Vision mondiale Canada, nous recevons M. Martin Fischer, directeur des politiques, et Mme Lindsay Gladding, directrice des Programmes de soutien aux États fragiles et d'aide humanitaire.

[Traduction]

Madame Bodmer-Roy et madame Pinto, nous allons vous donner cinq minutes pour faire votre déclaration préliminaire. J'invite les témoins à surveiller le chronomètre, puisque trois organisations devront témoigner dans un temps limité. Les premières interventions seront de cinq minutes. Mme Bodmer-Roy et Mme Pinto prendront la parole en premier.

C'est à vous.

Mme Rowena Pinto (responsable en chef des programmes, UNICEF Canada): Je remercie le Comité de m'avoir invitée à contribuer à cette étude sur les enfants en zones de conflit et de crise.

Dans ce genre de contexte, l'UNICEF et ses partenaires s'inquiètent particulièrement de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la santé physique et mentale, sur la nutrition, sur l'éducation et sur la protection des enfants. Ces préoccupations se retrouvent dans notre plan commun en six points. Aujourd'hui, nous vous parlerons de santé et de nutrition, tandis que nos homologues parleront d'autres enjeux communs.

Dans les zones de conflit et de crise, la pandémie ajoute une pression considérable sur des systèmes de santé et de nutrition déjà débordés. D'innombrables familles sont incapables de subvenir à leurs besoins élémentaires en nourriture et en médicaments, exposant toujours plus d'enfants à la malnutrition et aux maladies mortelles.

Concernant la malnutrition, dans le Nord-Est du Nigeria, plus de quatre millions de personnes souffrent actuellement de famine; au Yémen, plus de deux millions d'enfants souffrent de malnutrition; et, en RDC, cela touchera probablement trois millions d'enfants cette année. Cela est attribuable à l'impact conjugué de la pandémie, de la pauvreté, des déplacements de population et des conflits armés, outre, dans le cas de la RDC, l'épidémie d'Ebola.

Les partenaires du Canada peuvent affronter ces difficultés conjuguées. Par exemple, pour réduire le nombre de personnes qui se rendent dans des cliniques chaque jour en Somalie, l'UNICEF a formé des parents et leur a fourni de quoi dépister la malnutrition et traiter leurs enfants à la maison. Ce travail doit se poursuivre.

En ce début d'année 2021, année de l'action des Nations Unies consacrée à la nutrition pour la croissance, l'appui du Canada aux programmes de nutrition des enfants en zone de crise sera essentiel.

L'accès à la santé est un autre grand sujet de préoccupation. L'UNICEF salue le leadership de longue date du Canada en matière de santé mondiale — de la santé maternelle et néonatale à la santé sexuelle et génésique —, ainsi que ses engagements importants à l'égard de l'« Accélérateur ACT ».

La clé du succès de ces initiatives est la préparation à la vaccination. Les systèmes de santé des pays en conflit et en crise étaient déjà affaiblis avant la pandémie et ils ont besoin de l'aide du Canada pour être prêts à déployer les vaccins contre la COVID-19. Il s'agit notamment de les aider à consolider leurs chaînes d'approvisionnement et leur chaîne du froid pour disposer d'une infrastructure permettant d'entreposer, de transporter et de distribuer les vaccins en toute sécurité dès l'instant où ils arriveront au pays et jusqu'au moment où ils seront administrés. Cela suppose de former et d'outiller les travailleurs de la santé de première ligne, qui sont des femmes en majorité et dont le droit à la santé doit être protégé pendant qu'elles aident les autres.

Enfin, l'état de préparation suppose le soutien des partenaires locaux dans l'élaboration et la diffusion de stratégies locales de participation communautaire pour lutter contre la désinformation sur les vaccins.

En termes simples, nous ne pouvons pas attendre que les vaccins arrivent dans ces pays pour agir. La préparation doit commencer tout de suite. Il est absolument nécessaire d'accorder de l'importance aux vaccins contre la COVID-19, mais nous sommes de plus en plus inquiets du risque qu'on se désintéresse des vaccinations de routine qui sauvent des vies, notamment dans les zones de crise, où les besoins sont considérables et se multiplient.

Par exemple, l'UNICEF, l'OMS et les CDC prédisent que, à défaut d'une campagne nationale urgente, il y a risque d'épidémie de rougeole à grande échelle au Tchad cette année. Au Yémen, près de 40 % des nourrissons ne sont pas vaccinés régulièrement, et le pays est maintenant le théâtre d'épidémies de rougeole, de diphtérie et d'autres maladies mortelles. Ces décès, comme ceux qui sont dus à la malnutrition, sont évitables.

Il est possible de vacciner les enfants en temps de pandémie. En Syrie, l'UNICEF et ses partenaires ont facilité la vaccination de près d'un million d'enfants depuis le début de la pandémie, grâce à des moyens d'adaptation comme la distanciation physique et l'utilisation d'EPI.

Les premiers signes indiquent que les Canadiens nous soutiennent dans ce dossier et qu'ils veulent appuyer les efforts d'UNICEF Canada en matière de vaccins et à d'autres égards critiques pour les enfants en zones de crise. Le Canada a vraiment l'occasion de faire sa part, lui aussi, pour les enfants.

Premièrement, le Canada doit continuer de veiller fermement à ce que les contributions à la lutte contre la COVID-19 ne se fassent pas au détriment des engagements existants, notamment en matière de santé et de nutrition.

Deuxièmement, l'engagement bienvenu du Canada à accroître l'aide internationale doit inclure un programme clair pour les enfants. Le programme du Canada pour les enfants doit tenir compte du fait que ceux-ci ne vivent pas en vase clos et proposer une perspective intégrée. Les enfants en zone de crise n'ont pas accès à une éducation de qualité s'ils ne sont pas protégés contre la violence sexiste, contre l'obligation de travailler ou contre les répercussions psychologiques des conflits ou des déplacements de population. Les filles ne pourront pas militer pour l'égalité des sexes si elles meurent de maladies évitables ou de malnutrition.

Avant et pendant toute cette pandémie, les enfants en zone de crise ont payé un prix trop élevé. Ils comptent sur nous pour agir. Nous nous réjouissons à l'idée de collaborer davantage avec le gouvernement du Canada, avec nos partenaires canadiens et avec les Canadiens d'un océan à l'autre pour répondre aux besoins des enfants durant cette période.

Merci.

Le président: Merci beaucoup, madame Pinto, et merci d'avoir respecté le temps alloué.

Nous allons maintenant donner la parole à Mmes Levy et Russell, de l'organisme Aide à l'enfance. Vous avez cinq minutes.

Mme Taryn Russell (chef, politiques et défense des droits, Aide à l'enfance Canada): Bonjour, je m'appelle Taryn Russell, et je suis chef des politiques et de la défense des droits de l'organisme

Aide à l'enfance Canada. Je suis accompagnée de ma collègue, Tineka Levy, qui est conseillère humanitaire.

Aide à l'enfance a pour mission de répondre aux besoins et de défendre les droits des enfants dans plus de 100 pays, y compris au Canada. Nous vous remercions de nous avoir réinvitées aujourd'hui pour discuter des répercussions de la pandémie sur les enfants.

Comme mon homologue de l'UNICEF l'a souligné, nous voulions coordonner nos interventions d'aujourd'hui pour vous donner une vue d'ensemble de la crise mondiale des droits des enfants provoquée par la pandémie et vous parler des moyens d'y faire face. Je vais aborder deux questions qui se recoupent et qui sont urgentes, à savoir la perturbation de la scolarisation des enfants à l'échelle mondiale et la montée de la violence sexiste.

La scolarisation de plus d'un milliard d'enfants a été interrompue dans les premiers mois de 2020, et la plupart n'ont pas été en classe pendant six mois ou plus. Environ 200 millions d'enfants qui fréquentaient l'école avant la pandémie ne sont toujours pas retournés à l'école, et ce nombre continue d'évoluer, comme nous le savons bien ici au Canada. Lorsque les enfants ne vont pas à l'école, leur apprentissage ne fait pas que s'arrêter, il risque de régresser. Aide à l'enfance a mené une enquête mondiale auprès de 25 000 enfants et de ceux qui en assument la charge, qui a révélé que quatre enfants sur cinq avaient l'impression d'apprendre peu ou pas du tout en dehors de l'école. Les filles, les enfants déplacés et les enfants de familles pauvres étaient les plus nombreux à déclarer qu'ils n'avaient rien appris pendant la période de fermeture de leur école.

Pour vous donner une idée de quelques obstacles à la scolarisation des enfants dans différents contextes, voici ce que dit Ghinwa, une jeune Syrienne de 12 ans qui vit dans un camp de réfugiés au Liban:

L'école en ligne est extrêmement difficile, et les professeurs n'expliquent pas bien les leçons. Comme la plupart des parents sont analphabètes, ils ne peuvent pas aider leurs enfants à comprendre. À cause de leur situation financière, les familles ne peuvent pas acheter de fournitures scolaires, de livres ou d'appareils. Certaines familles n'ont qu'un seul téléphone, et les frères et sœurs doivent le partager. Parfois, le père doit l'emporter avec lui pour travailler, et, dans ce cas, les enfants manquent leurs cours.

• (1540)

Le président: Madame Russell, puis-je vous interrompre 30 secondes? Les interprètes vous demandent d'aller un peu moins vite pour qu'ils puissent vous suivre.

Merci beaucoup.

Mme Taryn Russell: Mes excuses aux interprètes.

Je pense que cette fillette souligne très bien la complexité de la mise en œuvre de mesures d'apprentissage à distance, surtout pour les familles pauvres en situations de crise.

Aide à l'enfance essaie de trouver des solutions novatrices pour surmonter beaucoup de ces obstacles à l'apprentissage, mais il est essentiel que tous les enfants retournent à l'école dès qu'il est possible de le faire sans danger. Nous savons les mesures qu'il faudra prendre. Il faudra notamment apporter une aide financière aux familles les plus pauvres du monde, donner des cours de rattrapage aux enfants qui réintègrent le système scolaire, installer des systèmes d'eau potable et des sanitaires dans les écoles pour les protéger de la COVID-19, et organiser des campagnes nationales pour informer les collectivités qu'il est possible de retourner à l'école en toute sécurité, en visant notamment les groupes vulnérables, dont j'ai parlé tout à l'heure, comme les filles, les réfugiés et les enfants déplacés à l'intérieur du pays. Enfin, cela passe par une formation efficace des enseignants pour assurer la sécurité de tous pendant la pandémie.

La fermeture des écoles et l'augmentation des taux de pauvreté à l'échelle mondiale ont également exacerbé un autre problème crucial pour les enfants: je parle de la violence sexiste. Pour vous donner un exemple, en Ouganda, malgré la réouverture de certaines écoles, plus de 13 millions d'enfants ne sont pas scolarisés depuis la fin mars de l'année dernière, dont 600 000 enfants réfugiés. Dans le district de Nwoya, au nord du pays, le nombre de grossesses chez les adolescentes et le nombre de mariages d'enfants ont doublé, et le nombre d'enfants qui travaillent a triplé entre avril et juin de l'année dernière, au moment où ils n'allaient pas à l'école. Compte tenu des difficultés à obtenir des données, les chiffres réels sont probablement beaucoup plus élevés.

À défaut de mesures d'urgence, on prévoit que, au cours des 10 prochaines années, environ 13 millions de filles de plus pourraient être mariées en raison de la pandémie, et nous savons que cela aura des répercussions immédiates et permanentes sur elles, notamment sous la forme d'un risque plus élevé d'interruption de scolarité, de grossesse précoce et de malnutrition, outre les problèmes de santé mentale et l'incapacité à contrôler leur propre avenir.

Arsema, une jeune Éthiopienne dont le mariage précoce a heureusement été évité grâce à un programme de protection communautaire, nous a dit: « Je suis tellement heureuse. Maintenant, je peux étudier et devenir médecin. » Chaque enfant a le droit d'imaginer ainsi son propre avenir. Ce qui est très inquiétant, c'est que la pandémie empêche déjà des mesures de prévention de la violence sexiste. On parle ici de services de protection de l'enfance et de services d'aide pour les filles à risque de violence sexiste, qui permettent d'identifier et de soutenir des filles comme Arsema dans leur collectivité.

C'est évidemment maintenant que les gouvernements devraient investir dans les enfants, dans leur éducation et dans leur sécurité, et pourtant les budgets s'effondrent en raison de la récession et du détournement des fonds publics vers les soins de santé et la relance économique, qui sont bien sûr importants. La plupart des pays les plus pauvres du monde, surtout en Afrique, subissent la récession économique avec une marge de manœuvre financière limitée. Il faudra que la communauté internationale intervienne et prenne des mesures pour aider à combler cet écart grâce à l'aide internationale, mais aussi des mesures d'allègement de la dette et d'aide technique et politique pour régler des enjeux comme la violence sexiste et l'éducation.

Dans notre témoignage précédent, nous avons recommandé au Canada d'intensifier son aide humanitaire, d'accorder la priorité aux domaines négligés comme l'éducation et la violence sexiste, et d'ap-

puyer les appels à un cessez-le-feu mondial. Ces recommandations sont toujours valables, et je voudrais me faire l'écho de ma collègue au sujet de la nécessité que le Canada porte un programme pour les enfants qui traduit leurs besoins et fasse entendre leur voix aux tribunes nationales et mondiales lorsqu'il est question des mesures prises contre la pandémie de COVID-19. Les enfants ne sont peut-être pas les plus directement touchés par le virus proprement dit, mais, comme notre témoignage le montre, ils subissent largement les effets indirects de la pandémie et ils ont besoin de notre aide.

Merci.

• (1545)

Le président: Merci beaucoup, madame Russell.

Nous allons maintenant passer aux représentants de Vision mondiale.

Monsieur Fischer et madame Gladding, vous avez la parole pour cinq minutes.

Mme Lindsay Gladding (directrice, Programmes de soutien aux États fragiles et d'aide humanitaire, Vision mondiale Canada): Merci beaucoup, monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du Comité, de nous avoir invités à étayer notre témoignage de novembre concernant les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les enfants les plus vulnérables du monde.

Je suis accompagnée aujourd'hui de mon collègue Martin Fischer.

Les six organismes qui comparaissent aujourd'hui se sont entendus pour présenter des aspects différents d'un programme global pour les enfants. Notre aptitude à concrétiser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à jeter les bases d'un monde meilleur dépend de la priorité que nous accorderons dès aujourd'hui aux filles et aux garçons qui seront les dirigeants de demain. Dans neuf ans, en 2030, ce seront une jeune Sud-Soudanaise de 14 ans et ses pairs qui influenceront les changements mondiaux, pas vous ou moi.

Aujourd'hui, nous aimerions approfondir l'analyse en abordant trois mesures très concrètes que le Canada pourrait prendre.

Premièrement, il faut faire participer les filles et les garçons de façon plus significative à nos efforts d'aide internationale. Deuxièmement, il faut collaborer plus étroitement avec les partenaires opérationnels canadiens et locaux. Troisièmement, il faut prendre des mesures pour contrer le risque accru de travail d'enfants dans nos chaînes d'approvisionnement mondiales.

Au sujet de la participation des enfants, vous n'avez pas besoin que je vous explique les répercussions de la pandémie sur les filles et les garçons. Ils peuvent le faire eux-mêmes. Flore, jeune Haïtienne âgée de 15 ans, raconte: « J'ai entendu dire que plusieurs filles avaient été violées durant la période de confinement. Même dans mon quartier, une fille a été violée, et maintenant elle est enceinte. S'il n'y avait pas eu de confinement ni de COVID-19, elle aurait été en classe, [et] elle ne serait pas enceinte aujourd'hui. »

Les filles et les garçons doivent faire partie de la solution. Martine, 16 ans, originaire de la République démocratique du Congo, le dit clairement: « Nous voulons pouvoir nous adresser directement aux gens et leur parler de nos problèmes, de nos droits et de nos rêves. »

Il y a des conseils de jeunes dans beaucoup de vos circonscriptions. Vous accordez de la valeur aux opinions et aux expériences des jeunes Canadiens. Nous vous invitons donc instamment à chercher délibérément des moyens d'intégrer l'avis des filles et des garçons les plus vulnérables du monde aux mesures prises par le Canada pour lutter contre la COVID-19.

Concernant la collaboration plus étroite avec les partenaires canadiens et locaux, la solution par défaut du Canada, comme de la plupart des donateurs, est de s'appuyer largement — et souvent trop — sur ses partenaires multilatéraux pour la prestation de l'aide internationale. Les raisons en sont simples: l'échelle, la réputation et le temps.

Entendez-moi bien. Les organisations multilatérales ont un rôle essentiel à jouer. Je ne suis pas en train de plaider pour obtenir plus de fonds. La prestation de l'aide internationale est une mosaïque où il faut reconnaître le rôle de société civile — de l'échelle locale à l'échelle mondiale, en passant par le gouvernement national, les organismes multilatéraux et les donateurs — et lui fournir des moyens d'agir. Les partenaires canadiens ont des racines incroyablement profondes dans les collectivités locales et des partenariats de longue date avec elles, surtout dans les zones de crise et de conflit. Nous sommes dans une position unique pour élargir notre aide. C'est encore plus vrai pour les partenaires locaux, qui sont souvent les seuls à pouvoir intervenir efficacement dans les régions bouleversées par une crise ou un conflit. Ensemble, nous sommes prêts à faire plus et à travailler avec Affaires mondiales Canada sur la recherche de moyens. Nous recommandons à Affaires mondiales Canada de prendre des mesures concrètes pour améliorer la mobilisation des partenaires opérationnels canadiens et locaux dans sa lutte contre la pandémie de COVID-19.

M. Martin Fischer (directeur des politiques, Vision mondiale Canada): Permettez-moi donc de conclure en abordant les choses sous un angle légèrement différent, quoique très lié et important, à savoir sous l'angle de la réduction du risque d'exploitation des enfants dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

La pandémie de COVID-19 favorise l'exploitation de millions d'enfants poussés à travailler parce que les moyens de subsistance des familles s'évaporent et que la pauvreté augmente. Qu'il s'agisse des garçons qui extraient des métaux pour nos téléphones intelligents en RDC, des filles qui sont exploitées sexuellement dans les plantations d'huile de palme en Indonésie ou des enfants migrants qui sont réduits en esclavage dans l'industrie thaïlandaise des fruits de mer, ce travail compromet sérieusement leur santé, leur sécurité et leur bien-être.

Il y a clairement un lien avec le Canada. Dans les seuls derniers mois, les membres du Comité ont sûrement eu connaissance par les médias des conditions d'exploitation de la main-d'œuvre dans les chaînes d'approvisionnement en EPI, mais le problème est beaucoup plus important et répandu.

En fait, demain, Vision mondiale publiera un rapport révélant que les importations de produits alimentaires susceptibles d'être produits par des enfants se sont élevées à 3,7 milliards de dollars en 2019. Il s'agit d'une augmentation de 63 % au cours de la dernière décennie, et cela concerne près de 10 % de tous les aliments importés au Canada.

Nous aurions tort de ne pas exiger que les entreprises qui dirigent ces chaînes d'approvisionnement mondiales fassent leur part, mais les gouvernements ont un rôle essentiel à jouer ici.

D'autres pays, dont le Royaume-Uni, l'Australie, la France et les Pays-Bas, ont adopté des lois contraignant les entreprises à signaler le travail d'enfants et d'autres violations des droits de la personne et à prendre des mesures pour les prévenir. En 2018, le Comité a déposé un rapport recommandant au gouvernement fédéral d'adopter ce genre de loi.

Malgré les consultations initiales, le Canada n'a pas encore pris d'engagement à cet égard ou n'en a pas fait une priorité. Le projet de loi S-216 a été présenté au Sénat, mais, en fait, pourquoi attendre le Sénat? Si le Canada est vraiment déterminé à promouvoir une relance équitable au pays et à l'étranger, une loi de bon sens comme celle-ci devrait en faire partie.

Nous invitons instamment les députés de tous les partis à faire de ce projet de loi une priorité.

Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du Comité, nous avons travaillé avec nos homologues ici présents pour vous fournir des points de vue complémentaires sur ces répercussions.

Je conclurai donc en rappelant que toutes ces questions sont liées. Cette jeune Soudanaise du Sud, qui, à 14 ans, a déjà vécu des années de conflit et de déplacements, n'est pas seulement confrontée à l'incertitude économique, à l'insécurité alimentaire et au risque accru de violence en raison de l'isolement. Elle et des millions de personnes comme elle vivent tout cela en même temps, dans un cercle vicieux. Les effets de la pandémie de COVID-19 se superposent à des situations déjà catastrophiques, et les conséquences en sont dévastatrices.

Je vous remercie de m'avoir permis de m'adresser à vous aujourd'hui. Nous répondrons à vos questions avec plaisir.

• (1550)

Le président: Merci aux témoins de leurs exposés préliminaires et d'avoir respecté attentivement les limites de temps.

Nous allons maintenant passer à notre première série de questions, avec six minutes de temps de parole par membre du Comité.

Le premier à parler sera M. Morantz.

M. Marty Morantz (Charleswood—St. James—Assiniboia—Headingley, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci à tous d'être ici, virtuellement parlant. Votre travail est littéralement une question de vie ou de mort. Je sais que tous les membres du Comité le prennent très au sérieux.

J'aimerais approfondir une question qu'un seul témoin a abordée, je crois, en la personne de Mme Pinto: c'est l'état de la vaccination dans les pays non développés et les plans prévus à cet égard.

Je sais que le premier ministre s'était effectivement engagé à envoyer dans des pays non développés les doses de vaccin excédant les besoins des Canadiens. Vous savez que nous avons de la difficulté à obtenir la livraison de ces vaccins en ce moment.

Madame Pinto, je vais commencer par vous. Pourriez-vous nous parler de ce qu'il faudrait faire pour que les gens les plus vulnérables soient effectivement vaccinés?

Mme Rowena Pinto: Je crois que nous avançons à grands pas dans cette direction. Le partenariat mondial COVAX est un effort vraiment important pour assurer un accès équitable aux vaccins. Je tiens à dire, tout d'abord, que le Canada a joué un rôle considérable à cet égard, et c'est dans le cadre de cette collaboration qu'il a également promis de donner tous les vaccins non utilisés. Les principaux participants déjà à pied d'oeuvre et qui ont de l'expérience, comme l'OMS et Gavi, sont indispensables pour trouver les moyens de faire passer le message.

L'UNICEF joue un rôle immense à cet égard. Chaque année, nous administrons environ deux milliards de doses de vaccins de routine à des enfants du monde entier et dans certains des endroits les plus reculés de la planète. Nous achetons deux milliards de doses chaque année. Nous sommes le plus important fournisseur de vaccins. Donc, même si les enfants ne sont pas les principaux destinataires du vaccin contre la COVID-19, on nous a demandé de faciliter l'approvisionnement et la logistique, grâce à nos moyens de gestion et de transport, ainsi que la préparation à la vaccination, dont j'ai parlé dans mon exposé préliminaire. On voit donc bien que, à ce stade, il n'est pas possible d'aider les enfants comme il le faudrait à moins de se débarrasser aussi de la pandémie.

C'est un vaste projet. En fait, on vient tout juste d'apprendre qui seront les 18 premiers pays du monde en développement qui recevront leurs vaccins. Malheureusement, je ne peux pas vous le révéler. Ils seront annoncés officiellement demain à une conférence de presse. La première étape est vraiment la préparation à la vaccination.

M. Marty Morantz: Pouvez-vous nous dire lesquels? Je plaisante.

Mme Rowena Pinto: J'aurais de gros ennuis, désolée.

M. Marty Morantz: Concernant le rôle du Canada ou ce qu'il peut faire, j'ai dit que le premier ministre s'était engagé à donner accès à des doses.

Votre organisation a-t-elle obtenu des garanties, écrites ou verbales, du gouvernement du Canada au sujet de la fourniture de vaccins?

• (1555)

Mme Rowena Pinto: Tout est coordonné par le biais du COVAX, dont l'UNICEF fait partie. La situation change constamment. En fait, le Canada a déjà investi beaucoup d'argent non seulement dans la commande et l'achat de vaccins, mais aussi dans l'achat de produits thérapeutiques, etc.

À l'heure actuelle, le Canada joue un rôle de premier plan, tout comme d'autres grands pays et fondations. C'est vraiment un effort mondial, qui témoigne de la force de la coopération multilatérale.

M. Marty Morantz: Au sujet du COVAX, j'ai rencontré un membre de Médecins sans frontières il y a quelques jours, et je lui ai posé des questions. Le programme COVAX et son mode d'application susciteraient de graves préoccupations.

En avez-vous entendu parler vous aussi, ou est-ce que tout se passe bien? Est-ce qu'il y a des problèmes?

Mme Rowena Pinto: C'est une cible très mouvante. La situation des vaccins change constamment, et on ne sait pas quels vaccins seront disponibles ni où. Ce n'est pas surprenant. Il s'agit d'un processus incroyablement complexe. Quand on parle de préparation à la vaccination, on parle aussi de préparation de toute la chaîne d'approvisionnement.

Dans certains pays, certains vaccins pourraient être plus efficaces simplement en raison de l'infrastructure locale. Il y a beaucoup de choses en jeu. Je ne pense pas que nous ayons toute l'information. La frustration s'explique probablement en partie par le fait que l'information sur le déroulement exact des opérations est aussi compliquée que ce qu'on entend dire au Canada. C'est très semblable; la situation change constamment.

M. Marty Morantz: Je ne sais plus quel témoin a exprimé des préoccupations au sujet du pourcentage du RNB que le Canada consacre au développement international. Je ne me souviens plus de qui il s'agissait, mais le témoin en question pourrait-il nous en parler?

De façon générale, quelqu'un a-t-il une opinion à ce sujet?

Mme Taryn Russell: Je ne crois pas avoir parlé de cela précisément, mais je dirais que, comme organisme de la société civile au Canada, nous essayons de faire valoir le fait que nous vivons une période sans précédent. Nous avons la possibilité non seulement de stopper la régression des progrès réalisés dans les domaines de la santé, de l'éducation et d'autres, mais aussi de nous attaquer à la pandémie mondiale. Les ressources nécessaires sont supérieures à celles que nous fournissons actuellement. Il y a beaucoup de possibilités d'investissement.

Le président: Merci.

C'est au tour de Mme Fry, pour six minutes.

L'hon. Hedy Fry (Vancouver-Centre, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci beaucoup aux témoins. Vous soulignez une situation qui remonte très loin, et la plupart des pays du monde n'y ont pas accordé beaucoup d'attention, surtout en ce qui concerne les enfants déplacés. Nous savons qu'il y a aujourd'hui 33 millions d'enfants déplacés dans le monde, et tout ce dont vous parlez été mis en évidence par la pandémie de COVID.

Il faut dire, comme vous l'avez fait, qu'ils ne contractent pas la COVID — ce n'est pas le problème. Le problème, c'est la nutrition, les sanitaires, l'accès à la nourriture, l'accès aux soins de santé, la scolarisation et, plus important encore, l'esclavage sexuel et le travail forcé, avec tous ces enfants qui sont exploités ou qui disparaissent.

Quand on parle de cela, on parle beaucoup de l'Afrique, du Moyen-Orient, et de zones de conflit de ce genre, mais, en fait, c'est un énorme problème aussi en Europe. Les enfants déplacés dans des camps ne reçoivent aucune aide. On ne les voit même pas, on ne les entend pas, et ils disparaissent.

Je pense que la pandémie de COVID a exacerbé la situation, et j'espère que nous ne nous contenterons pas d'en examiner les répercussions, mais que nous en profiterons pour comprendre cet enjeu et nous soucier des générations perdues à la suite des conflits et des déplacements d'enfants dans le monde.

Ma question est simple. Je sais que le Canada est intéressé. Le Canada est... avec le COVAX et les mesures que nous prenons, mais comment amener les pays du monde à prêter attention aux enfants déplacés?

En 2020, l'UNICEF a mené une enquête qui a révélé que, dans les 159 pays examinés, les enfants déplacés sont exclus des mesures nationales de lutte contre la pandémie, des stratégies et des plans de relance, et que leur situation n'est même pas documentée. Personne ne sait qui ils sont, ni où ils sont.

Quels sont les services essentiels qu'il faut fournir et comment apporter aux enfants migrants l'aide, les soins et les documents dont ils ont besoin? Je suis vraiment inquiète pour eux.

Deuxièmement, quels sont, à votre avis, les facteurs qui contribuent à la détresse des enfants migrants et au fait que la plupart des pays ne s'en préoccupent pas? Nous avons tendance à nous intéresser aux enfants qui se trouvent dans les zones de conflit et non à ceux qui ont été déplacés et qui essaient de migrer.

Quelles mesures doit-on prendre? J'aimerais obtenir de véritables recommandations pour que cette question soit inscrite à l'ordre du jour et pour que les pays continuent de l'examiner, même après que la COVID aura disparu.

Je ne sais pas qui veut commencer, peut-être l'UNICEF, puisque c'est votre enquête.

• (1600)

Mme Rowena Pinto: Madame Bodmer-Roy, voulez-vous répondre à cette question?

Mme Annabelle Bodmer-Roy (directrice, Politiques et programmes internationaux, UNICEF Canada): Oui, bien sûr.

Merci beaucoup de cette question et de nous rappeler à la situation des enfants réfugiés et déplacés.

L'une des premières choses à faire a été expliquée, je crois, par nos homologues de Vision mondiale: il faut vraiment écouter les enfants et les jeunes. Tous nos organismes travaillent directement auprès des enfants et des jeunes réfugiés et déplacés, qui nous ont très souvent informés de leurs besoins. Certains de ces besoins sont, en fait, dans des domaines qui souffrent d'un sous-financement chronique.

Si on écoute les jeunes et les enfants déplacés et réfugiés, on apprend que ce dont ils ont surtout besoin, c'est d'être scolarisés et protégés. Et ce sont précisément les domaines qui, dans les situations d'urgence, sont systématiquement sous-financés.

Il faudrait donc commencer par écouter les enfants et les jeunes. Quels besoins expriment-ils? Qu'est-ce qui est le plus important pour eux? C'est la première étape essentielle; ensuite, il faut agir en fonction de ce qu'ils disent.

Au moment où le Canada envisage des mesures internationales supplémentaires de lutte contre la pandémie de COVID, mais aussi des mesures de relance à plus long terme, comment garantir une relance inclusive qui aiderait vraiment les jeunes réfugiés et déplacés à obtenir ce dont ils disent eux-mêmes avoir besoin, et pas seulement aujourd'hui, mais à plus long terme?

L'hon. Hedy Fry: Rapidement, j'ajoute que, quand je pose cette question, j'essaie de savoir comment faire le suivi de ces enfants. Comment les identifier? Comment s'assurer qu'ils sont sur le radar, parce que leur parler est une première chose. Il faut pouvoir leur accorder de l'attention.

En Europe, de nombreux pays les ont tout simplement ignorés, les ont enfermés, les considèrent comme une nuisance et ne leur accordent aucune attention dans cette pandémie.

C'est là que je veux en venir. Comment créer de l'information qui nous permettrait de savoir où ils se trouvent, qui ils sont, quand ils sont...? Comment les rendre réels? Ils sont invisibles pour l'instant.

Mme Tineka Levy (conseillère humanitaire, Aide à l'enfance Canada): Permettez-moi d'intervenir.

C'est tout un problème. Les pays ne disposent pas tous d'un solide système de collecte de données permettant de suivre au niveau souhaité le nombre de garçons et de filles déplacés, mais le fait est que la majorité des enfants réfugiés sont hébergés dans des pays à revenu faible ou intermédiaire. Si le Canada veut vraiment obtenir ce genre d'information et obtenir le soutien dont ces enfants ont besoin, il faut absolument élargir le soutien apporté dans ces contextes. Les pays qui ont des politiques plus souples et plus accueillantes pour les réfugiés, comme l'Ouganda, devraient être « récompensés » sous la forme d'une aide et d'un soutien supplémentaires pour que les enfants réfugiés et déplacés puissent être inclus dans les systèmes nationaux. Mais, en réalité, le niveau de soutien nécessaire à cette inclusion n'est pas disponible, même là où les politiques sont plus accueillantes.

Le président: Merci beaucoup.

[Français]

Monsieur Bergeron, vous avez la parole pour six minutes.

M. Stéphane Bergeron (Montarville, BQ): Merci, monsieur le président.

Je tiens à remercier les témoins de leurs présentations fort éclairantes pour les travaux de ce comité.

On sait d'emblée que la situation des enfants dans les zones de crise et les zones de guerre est extrêmement problématique. En fait, ces problèmes comportent de multiples facettes, et on réalise de plus en plus que la situation actuelle liée à la COVID-19 exacerbe ces problèmes déjà importants.

On sait que les enfants sont moins touchés par la COVID-19 que ne le sont les personnes plus âgées. On sait par ailleurs que, dans les zones de crise et les zones de guerre, les autres facteurs dont souffrent les enfants, comme la malnutrition et le manque de soins, accentuent les effets de la COVID-19.

Cela dit, on sait que certains des vaccins disponibles requièrent un entreposage à des températures très basses, ce qui rend extrêmement compliquée l'administration des vaccins. Dans l'intervalle, on espère que les gens seront en mesure d'appliquer les mesures minimales d'hygiène pour éviter d'être infectés par le virus.

Or, selon une étude d'UNICEF, 40 % de la population mondiale n'a pas d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon. Pourtant, on sait pertinemment que l'une des premières règles qu'on répète depuis le début de la pandémie, c'est de se laver fréquemment les mains à l'eau fraîche et au savon. On constate cependant que, dans bien des cas, ce n'est tout simplement pas possible.

Comment assurer un accès adéquat à l'eau potable? C'est déjà un problème important en temps normal pour les populations en zone de crise ou en zone de guerre. Or voilà que la crise de la COVID-19 vient compliquer encore plus les choses sur le terrain.

• (1605)

[Traduction]

Mme Annabelle Bodmer-Roy: Je peux répondre à cette question, et mes collègues voudraient intervenir également.

[Français]

Merci beaucoup de la question.

[Traduction]

Nous avons parlé au début du plan en six points pour les enfants, et l'une des priorités est, en fait, de garantir un meilleur accès à l'eau potable, à des sanitaires et à des mesures d'hygiène pour les enfants et les jeunes partout dans le monde.

Comme vous l'avez dit, 40 % des gens qui vivent dans ces zones n'ont pas accès à de l'eau potable. L'UNICEF — et d'autres partenaires — se préoccupe précisément des enfants qui vivent dans des conditions de surpeuplement, comme c'est le cas dans les camps de réfugiés et de déplacés. C'est pourquoi nous nous préoccupons surtout d'améliorer l'accès à ce service. On parle d'accès à de l'eau potable, à du savon et à des comprimés de purification de l'eau. C'est une mesure hautement prioritaire à nos yeux, particulièrement pour les enfants en zones de conflit et de crise.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Je vous laisse également répondre à la question, monsieur Fischer.

M. Martin Fischer: Merci.

[Traduction]

Au sujet de la vaccination, Mme Pinto a parlé de l'énorme défi logistique auquel nous sommes confrontés dans beaucoup de ces pays, et je pense que nous aurions tort de ne pas rappeler qu'il faudra déployer d'énormes efforts de sensibilisation de la population en parallèle. Nous savons, grâce à notre travail, que des idées fausses sont répandues au sujet des vaccins, que les vaccins suscitent des inquiétudes et que, bien souvent, l'information se distille très lentement dans les collectivités où nous travaillons. En ramenant la vaccination à une question de logistique dans les pays en développement, on n'englobe probablement pas tous les aspects du problème.

Nous savons aussi que nous ne pourrions offrir protection et soins de santé aux enfants que si leurs parents peuvent retourner au travail après avoir été vaccinés. Il faut vraiment envisager la situation d'un point de vue holistique afin de ne pas faire de la vaccination une solution miracle et de chercher les moyens de préparer les gens à se faire vacciner lorsque les vaccins seront disponibles.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Vous évoquez la sensibilisation comme une étape essentielle dans une campagne de vaccination comme celle qu'exige la crise actuelle de la COVID-19. Je dirais que l'un des vecteurs de sensibilisation majeurs, c'est l'éducation.

Or, même dans des conditions idéales de scolarisation, si je puis dire, comme celles au Québec ou au Canada, on voit que l'intérêt à l'égard de l'école est à son plus bas en raison de l'apprentissage à distance.

Dans des pays où la logistique liée à l'apprentissage à distance, et même à l'apprentissage de base, est extrêmement complexe, comment peut-on relever ce défi de l'enseignement dans un contexte comme celui de la COVID-19?

• (1610)

[Traduction]

Le président: Pourriez-vous répondre brièvement, s'il vous plaît? Nous aurons peut-être l'occasion d'y revenir au deuxième tour.

Mme Lindsay Gladding: Permettez-moi d'intervenir ici.

À mon avis, nous devons d'abord comprendre le contexte dans lequel s'inscrivent les obstacles. Vision mondiale a récemment procédé à une analyse des obstacles à la vaccination au Myanmar, au Bangladesh, au Kenya, en Tanzanie et en RDC, et nous nous en servons pour aider les responsables nationaux de la santé publique à comprendre pourquoi des gens ne peuvent pas ou ne veulent pas se faire vacciner ou être soignés et à prendre des mesures très délibérées pour lever ces obstacles. J'étais...

Le président: Madame Gladding, excusez-moi. Nous allons devoir en rester là pour des raisons d'équité et de temps. Nous aurons peut-être l'occasion d'y revenir lorsque M. Bergeron aura eu sa deuxième chance de poser des questions.

C'est au tour de Mme McPherson pour six minutes. Allez-y.

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD): Merci, monsieur le président.

Je tiens à remercier tous nos témoins d'être venus aujourd'hui et de nous avoir fait part de leurs observations. La semaine prochaine sera la Semaine du développement international. Au cas où je n'aurais pas l'occasion de vous voir au cours de la semaine, je tiens à vous remercier du fond du coeur de tout ce que vous faites. La semaine prochaine, quand nous célébrerons votre travail, nous vous garderons à l'esprit.

Le Comité sait que j'ai vocation à obtenir une augmentation de l'aide publique au développement. Elle est actuellement très faible, et les témoins que nous avons entendus aujourd'hui nous ont dit que, pendant la pandémie de COVID-19, il est crucial que la contribution et l'engagement du Canada s'ajoutent à notre aide publique au développement et non pas la remplacent.

J'ai quelques questions sur ce qui pourrait être réalisé si notre APD était suffisante. J'estime important que cela figure au compte rendu.

Je vais peut-être commencer par vous, madame Russell. Vous avez parlé du risque que les filles ne retournent pas à l'école et que nous perdions certains des acquis concernant la scolarisation des filles. Que serait-il possible de faire si nous avions davantage de moyens pour prévenir cette perte consécutive à la pandémie de COVID-19?

Mme Taryn Russell: Si nous avons les moyens de multiplier nos interventions, nous pourrions garantir que tous les enfants qui allaient à l'école avant la pandémie, y compris les filles des groupes vulnérables, pourraient y retourner, mais aussi reprendre l'excellent travail qui se faisait généralement pour scolariser un plus grand nombre d'enfants.

Au cours des deux dernières décennies, nous avons fait beaucoup de progrès à l'échelle mondiale, y compris dans des zones difficiles comme l'Afghanistan, pour scolariser les filles au même niveau que les garçons et pour vraiment réduire l'écart. Le risque de régression à cet égard est très réel. Nous sommes tous conscients des retombées de la scolarisation. Ce n'est pas la première fois qu'on vous en parle. Il n'est pas seulement question d'apprentissage. L'école est un endroit où les enfants fuient la violence et où nous pouvons bien souvent leur offrir des programmes de vaccination et de lutte contre la malnutrition.

Nous connaissons les mesures qui sont efficaces. Beaucoup d'organismes y ont recours. Il faut simplement amplifier ces efforts à l'échelle nécessaire. Aide à l'enfance a effectué une analyse révélant qu'il faudrait investir 50 milliards de dollars à l'échelle mondiale pour que tous les enfants retournent à l'école. Il n'est pas seulement question des donateurs, mais des gouvernements nationaux qui en feraient une priorité budgétaire. Il s'agit de savoir, à l'échelle mondiale, comment utiliser notre volonté politique pour donner la priorité à ces mesures.

Mme Heather McPherson: Et pour veiller à ce que cet argent soit disponible, absolument.

Mme Taryn Russell: Exactement.

Mme Heather McPherson: L'un des points que je retiens de cela, c'est qu'il y a une possibilité, avec ce recul, de perdre ces gains, si bien que l'investissement déjà consacré aux femmes et aux filles dans le monde pourrait avoir été inutile. Quand vous parlez de la situation dans des endroits comme l'Afghanistan, je suis tout à fait d'accord.

Ma prochaine question, que j'adresse à Mme Pinto, concerne notre campagne de vaccination et la nécessité de faire en sorte que les gens partout au monde ont une chance équitable de se remettre de la COVID-19. Je vais citer une enquête qui a été réalisée par Vision mondiale, selon laquelle 78 % des Canadiens pensent que le gouvernement du Canada doit augmenter les sommes qu'il consacre à l'aide au développement, en mettant l'accent sur l'aide aux personnes déplacées ou dans les camps de réfugiés touchés par la COVID-19.

Est-ce que Mme Bodmer-Roy ou Mme Pinto pourrait nous en parler un peu? Quel serait l'effet d'un accroissement de notre contribution et comment le Canada peut-il en faire plus pour s'assurer qu'il y a une distribution équitable du vaccin et une réponse équitable à la COVID-19 dans le monde?

• (1615)

Mme Rowena Pinto: Comme je l'ai mentionné, le Canada joue actuellement un rôle important en matière de vaccination. Ce rôle peut toujours être accru. Évidemment, le problème est aussi complexe ailleurs qu'il l'est au Canada. On ne peut que supposer que nous serons confrontés, à mesure que nous nous engageons dans cette voie et que la distribution des vaccins prend de l'ampleur, notamment dans les pays en développement, à rencontrer des obstacles très semblables à ceux qui existent au Canada.

Les exigences d'investissement changeront, et nous devons nous montrer très souples dans nos approches. Comme quelqu'un vient de le mentionner, le nombre de vaccins, la façon de les entreposer, de les transporter et de les administrer, la quantité de doses, toutes ces choses sont des facteurs sans cesse variables.

Nous n'avons pas toutes les réponses en ce moment. Même le prix des vaccins évolue constamment. Ce que nous savons, c'est

que nous commençons à examiner ce qu'il faudra pour administrer efficacement les vaccins. Cela ne concerne pas l'achat effectif de vaccins, mais simplement à ce qu'il faut pour les administrer aux gens, puisqu'il est essentiel de les vacciner.

Comme vous l'avez mentionné, les gens qui se trouvent dans des zones de conflit ou dans des camps de personnes déplacées... Le coût sera beaucoup plus élevé. Le Canada a un rôle énorme à jouer.

Mme Heather McPherson: Ma dernière question sera brève, puisqu'il me reste peu de temps.

Monsieur Fischer, pourriez-vous nous parler un peu du projet de légiférer pour garantir la chaîne d'approvisionnement et nous dire pourquoi vous pensez que nous n'avons pas avancé dans ce domaine, malgré ce qui a été recommandé au gouvernement il y a deux ans?

M. Martin Fischer: Je suis moi aussi conscient du temps et je vous donnerai donc une réponse très brève.

Mme Heather McPherson: Je pourrai y revenir au prochain tour.

M. Martin Fischer: D'accord, mais je dirai d'emblée qu'il nous est difficile d'y voir autre chose qu'un manque de volonté politique, puisque les recommandations en ce sens se sont succédées. Nous sommes conscients que la COVID a partiellement freiné l'élan au Canada, mais pour ce qui est de 2021 et 2022, j'ai de la difficulté à imaginer qu'il y ait autre chose à faire que de nous assurer que le gouvernement reprenne ce grand effort et montre sa volonté d'agir.

Mme Heather McPherson: Merci beaucoup.

Le président: Nous entreprenons maintenant notre deuxième série de questions.

J'encourage mes collègues à continuer de respecter scrupuleusement les limites de temps, car elles sont très serrées. Je veux m'assurer qu'un député de chaque parti aura l'occasion de poser une question au deuxième tour.

La parole est à M. Genuis, pour cinq minutes.

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Merci beaucoup à tous les témoins pour leur travail et leurs témoignages.

Au risque de donner l'impression que je cède gratuitement une partie de mon temps de parole à Mme McPherson, j'aimerais poursuivre avec M. Fischer et lui donner un peu de temps pour étoffer sa réponse.

Je voudrais d'abord y aller d'un commentaire.

Le Sous-comité des droits internationaux de la personne s'est penché longuement sur la situation des Ouïghours. Le projet législatif sur la chaîne d'approvisionnement a été un élément clé de ses discussions, qui ont abouti à la publication d'une déclaration contenant des recommandations très fermes, avalisées par tous les partis.

Bien que le gouvernement n'y ait pas donné suite, je pense que vous pouvez constater une forte volonté politique, du moins chez les simples députés de tous les partis. Je ne sais pas encore comment nous avons réussi à atteindre un degré de rapprochement tel que les députés de tous les partis — notre parti, mais les autres aussi — ont montré la même insistance.

La réalité, c'est que les projets de loi du Sénat, les projets de loi d'initiative parlementaire... Il y a d'énormes retards. Je travaille sur un projet de loi relativement simple sur le prélèvement et le trafic d'organes que tout le monde appuie, que des gens tentent de faire adopter depuis une dizaine d'années, mais ne font que rencontrer retards et embûches procédurales. C'est pour cela, au fond, qu'il faut, malheureusement, un projet de loi d'initiative gouvernementale pour que les choses se fassent rapidement ici.

Avez-vous quelque chose à dire à ce sujet? Je passerai ensuite à ma prochaine question.

• (1620)

M. Martin Fischer: Merci de m'avoir accordé un peu plus de temps.

Je pense que vous avez raison. Lorsque je parle de « volonté politique », je veux vraiment dire que le gouvernement fédéral envoie un signal fort indiquant qu'il s'agit bien d'une priorité et qu'il est prêt à agir en fonction de divers... consensus, comme vous l'avez indiqué.

On sait que les députés des partis de l'opposition y sont favorables, que ceux du parti ministériel, en privé, le sont également. Vous avez raison de dire que le renvoi au Sénat était en partie un moyen procédural permettant d'y donner plus de publicité.

Je sais que certains députés tendent à s'activer quand il s'agit de pétitions. Nous avons présenté une pétition sur cette question qui a recueilli 70 000 signatures. En fait, pour ce qui est de la sensibilisation du public, je pense que divers éléments qui sont apparus ces dernières semaines mettent en lumière les risques qui compromettent l'approvisionnement en EPI. Vous avez également raison, monsieur Genuis, au sujet des Ouïghours; c'est un point troublant.

En fait, le gouvernement a réagi rapidement, de concert avec le Royaume-Uni, devant la situation des Ouïghours. Quant à savoir si cette réaction était assez forte, on peut en débattre, mais il y a eu une réponse tactique qui consistait à annoncer une interdiction des importations. Apparemment, c'est faisable.

M. Garnett Genuis: Oui.

Je suis désolé de vous interrompre, mais j'aimerais poser une autre question. Je vous remercie de votre réponse. Mme McPherson pourra peut-être revenir sur le sujet. Je suis certainement d'avis que la réponse du gouvernement n'était pas suffisante. Elle n'a été qu'une petite opération médiatique. Encore une fois, je soupçonne que de nombreux députés du parti ministériel, du moins en privé, seraient d'accord pour dire qu'il faut faire davantage.

J'ai une question ouverte pour quiconque voudrait y répondre.

J'aimerais beaucoup que nous nous penchions davantage sur l'effet des conflits comme entrave au développement. Je pense que l'une des autres questions concernant l'éducation consiste à déterminer quelles sont, dans le milieu scolaire, les possibilités pour les élèves, appartenant éventuellement à des groupes en conflit l'un avec l'autre, d'interagir entre eux et d'être exposés à un discours pluraliste dans le cadre de l'éducation, et quelles sont les pertes, sur le plan de l'interaction, du fait de la non-fréquentation de l'école.

Si quelqu'un veut répondre à ce propos sur le rôle des conflits, le pluralisme et ce que nous voyons en ce moment...

Mme Tineka Levy: Oui, je pense que vous avez certainement raison. L'éducation est un puissant moyen de consolidation de la paix. Bien qu'il y ait, sans aucun doute, des difficultés à cause de la

pandémie et des fermetures d'école qui empêchent les enfants de se rendre en classe, il y a en fait beaucoup de petits moyens, peu coûteux et technologiquement rudimentaires, qui peuvent être adoptés et que tous nos organismes appliquent avec efficacité et beaucoup de succès.

Il y a des choses simples comme les méthodologies sur papier, les trousseaux d'apprentissage à domicile et d'autres choses de ce genre auxquelles peuvent être intégrés des messages sur le rôle changeant des sexes, sur l'édification de la paix et sur les mesures de sécurité et d'hygiène pour protéger les enfants et leur famille dans le contexte de la pandémie. Les moyens de ce genre sont vraiment nécessaires. Il faut des ressources pour les mettre en œuvre à grande échelle et pour former les enseignants à les utiliser.

J'espère que cela répond à votre question.

M. Garnett Genuis: C'est le cas. Merci.

Il me reste 15 secondes. Quelqu'un d'autre veut-il intervenir?

Mme Annabelle Bodmer-Roy: Je le veux bien, ne serait-ce que pour dire brièvement que, quand nous examinons les situations de conflit et les déplacements de personnes qui souvent en résultent, il importe de tenir compte, dans notre conception des programmes d'éducation, des populations déplacées ainsi que des collectivités qui les accueillent. Qu'il s'agisse de déplacements internes et de collectivités d'accueil dans un même pays, ou de communautés transfrontalières et de collectivités d'accueil de réfugiés, nous nous efforçons d'éviter toute approche de « l'un contre l'autre » et nous nous interdisons, par exemple, d'offrir un service d'éducation à un groupe au détriment d'un autre. Il en va de même pour d'autres types d'interventions, comme les programmes de vaccination, de nutrition ou de protection.

M. Garnett Genuis: Merci.

Le président: Nous passons maintenant à notre prochaine intervenante, Mme Sahota.

Allez-y, je vous prie, pour cinq minutes.

Mme Ruby Sahota (Brampton-Nord, Lib.): Merci.

Mes questions s'adressent à l'UNICEF et à Mme Bodmer-Roy.

Vous avez mentionné l'importance de la préparation de la vaccination comme devant faire partie de la réponse du Canada pour mettre fin à la COVID-19. Vous avez exposé pourquoi, où et quand cela sera nécessaire, tout cela. Mais pouvez-vous nous dire en quoi la préparation de la vaccination sera conforme à la Politique d'aide internationale féministe du gouvernement?

Mme Annabelle Bodmer-Roy: Beaucoup de gens ont dit que les femmes et les filles sont touchées de façon disproportionnée par la COVID-19, et je sais que d'autres collègues traiteront plus tard de certaines de ces questions.

Nous savons que l'égalité entre les sexes a régressé depuis le début de la pandémie. À titre d'exemple, la santé des femmes est touchée négativement par les changements de priorité et la réaffectation des ressources, notamment celles accordées aux services de santé liés à la reproduction sexuelle et aux services de santé maternelle.

Nous savons que le travail non rémunéré a augmenté. Nous savons aussi, surtout du fait que les enfants ne vont pas à l'école — et je peux en témoigner en tant que mère qui travaille ici au Canada — qu'il y a eu des défis et que ces défis sont similaires partout dans le monde.

En même temps, dans bien des contextes, notamment les conflits dans les situations de crise, il incombe souvent aux femmes — mères, grands-mères, tantes ou parfois sœurs aînées — de voir à ce que les enfants soient vaccinés. Dès lors que le Canada se propose de soutenir la préparation de la vaccination, il faut qu'il fasse un effort spécial pour habiliter et outiller les femmes afin qu'elles soient vraiment en mesure de reconnaître la désinformation sur les vaccins.

Il faut donc, à titre de mesures essentielles à la préparation de la vaccination, veiller à ce que les femmes, qu'il s'agisse de mères, de grands-mères ou d'associations communautaires de femmes, reçoivent l'information nécessaire pour vraiment lutter contre la désinformation sur les vaccins au niveau communautaire et veiller aussi, dans les efforts pour garantir un accès équitable aux vaccins, à ce que des organisations et réseaux locaux de femmes, encore une fois au niveau communautaire, soient consultés en vue d'assurer la vaccination des plus vulnérables.

Il y a un autre facteur que j'aimerais signaler, à savoir qu'on estime que 70 % des travailleurs de la santé de première ligne dans ces situations sont des femmes, ce qui signifie que de nombreuses femmes seront responsables de la distribution et de l'administration sécuritaires des vaccins contre la COVID-19. Ces travailleurs de la santé qui seront en première ligne pour la distribution des vaccins devront bénéficier d'une formation appropriée sur, entre autres, le maintien de la chaîne du froid, l'entreposage, la distribution et l'administration des vaccins, et aussi recevoir l'EPI nécessaire.

Il faut aussi leur donner un accès prioritaire aux vaccins contre la COVID-19 pour que leur propre santé soit protégée alors même qu'ils travaillent à protéger celle d'autrui.

• (1625)

Mme Ruby Sahota: Je me demandais également si vous pouvez nous en dire davantage sur votre plan en six points, notamment sur ce qu'il apporte aux enfants.

Mme Annabelle Bodmer-Roy: Merci de cette question.

J'ai mentionné plus tôt, en réponse à M. Bergeron, que l'accent était mis sur l'eau et l'assainissement. Je vais peut-être consacrer un peu de temps aux cinq autres points du plan.

Je tiens à souligner qu'il s'agit d'un ensemble de mesures pratiques et concrètes visant à rassembler le monde dans une cause commune, soit la réalisation des ODD et le respect de la Convention relative aux droits de l'enfant.

Parmi les six priorités, j'ai déjà mentionné l'eau et l'assainissement, mais il y en a d'autres qui ont été soulignées ici aujourd'hui. Il y a celle de l'éducation, qui vise à ce que tous les enfants puissent apprendre, et cela comprend un soutien à l'éducation ciblée pour les enfants en situation de conflit et de crise, y compris les enfants déplacés, ainsi que les filles et les enfants handicapés.

Une autre priorité consiste à garantir un accès équitable aux services de santé et de nutrition, notamment en veillant à ce que les vaccins soient abordables et disponibles pour chaque enfant. Et j'insiste sur l'importance de ne pas perdre de vue les vaccinations systématiques. Nous sommes très préoccupés par le fait que la rougeole, la polio, la diphtérie et d'autres maladies mortelles sont actuellement en hausse dans les pays touchés par les conflits, en particulier le Yémen, comme mon collègue l'a fait remarquer. Il s'agit d'une autre priorité.

Nous nous préoccupons également de la santé mentale des enfants et des jeunes, qui est le troisième point du plan. Nous voulons mettre fin aux mauvais traitements et à la violence fondée sur le sexe, vu qu'elle a de graves répercussions sur la santé mentale. C'est le troisième point, la santé mentale et la violence fondée sur le sexe.

L'eau et l'assainissement sont le quatrième point du plan.

Il y a également des préoccupations concernant l'augmentation de la pauvreté chez les enfants, et nous devons vraiment faire des efforts particuliers pour promouvoir une reprise inclusive pour tous, y compris par un accroissement des engagements d'aide à l'étranger et la mise en place de mécanismes de protection sociale, comme les transferts en espèces afin de permettre aux enfants d'avoir accès à l'éducation, aux services de nutrition et à la vaccination.

Enfin, et c'est vraiment l'un des aspects les plus pertinents de cette partie de l'étude, nous devons redoubler d'efforts pour protéger et soutenir les enfants et leur famille qui sont touchés par les conflits, les catastrophes et les déplacements.

Le président: Merci.

[Français]

Monsieur Bergeron, vous avez la parole pour deux minutes et demie.

M. Stéphane Bergeron: Merci, monsieur le président.

Je vais revenir sur la question de l'enseignement.

L'UNESCO estime que la grande majorité des écoles ont été fermées en moyenne pendant 14 semaines l'année dernière. Ces fermetures obligatoires ont touché 90 % des élèves. Certains sont encore touchés par ces fermetures.

Cette déscolarisation, comme je l'indiquais, a des incidences même dans les pays développés: le taux de décrochage risque d'augmenter en raison d'une perte d'intérêt des étudiants, malgré la présence de la technologie.

Quel effet cette situation risque-t-elle d'avoir dans les pays en développement, et particulièrement dans les zones de conflit?

On avait déjà commencé à répondre à cette question, alors j'invite les témoins à poursuivre.

• (1630)

[Traduction]

Mme Taryn Russell: Permettez que je réponde.

Comme vous l'avez mentionné, un très grand nombre d'enfants, plus d'un milliard, ont été absents de l'école. Il en reste des centaines de millions qui la fréquentent par intermittence, et ce nombre ne cesse de varier. Je dirais que c'est à cause de la pandémie, mais on peut aussi penser que, dans les situations de conflit, il y a d'autres raisons. La violence dans les écoles a été un énorme problème au cours de la dernière année. Nous avons vu des écoles attaquées dans des pays comme l'Irak et l'Afghanistan. À l'heure actuelle, en Afghanistan, les écoles sont fermées en raison de l'hiver, ce qui complique les choses parce que beaucoup de familles comptent sur l'école pour garder leurs enfants au chaud pendant la journée, et elles ont du mal à s'en tirer. La COVID vient s'ajouter aux conflits, aux catastrophes naturelles et à d'autres problèmes qui sont à l'origine de la crise éducationnelle.

Comme je l'ai mentionné, je pense que ce qui sera nécessaire, surtout pour les groupes vulnérables, et nous savons qui ils sont — filles, enfants handicapés, dont le taux de fréquentation scolaire était déjà excessivement bas avant la pandémie, réfugiés et enfants déplacés à l'intérieur du pays —, ce sont des mesures de soutien très ciblées, puisqu'il sera plus difficile que jamais de les ramener à l'école après la pandémie du fait que bon nombre d'entre eux auront été victimes de pratiques néfastes, notamment le mariage d'enfants, dont j'ai longuement parlé, mais aussi le travail des enfants, la traite des personnes, la pauvreté des familles empêchant les enfants de cesser de travailler. Il y a beaucoup de situations de ce genre.

Je pense qu'il faudra un effort véritablement concerté pour discuter avec les collectivités de ce qu'il leur faut pour aider leurs groupes vulnérables à retourner à l'école une fois qu'ils pourront le faire en toute sécurité.

[Français]

Le président: Merci beaucoup, monsieur Bergeron. Vous en êtes exactement à deux minutes et demie, alors votre temps de parole est terminé.

[Traduction]

Notre dernière intervenante est Mme McPherson, qui aura également deux minutes et demie.

Mme Heather McPherson: Je vous remercie de nouveau, monsieur le président.

J'aimerais poser une question aux représentants d'Aide à l'enfance Canada et de Vision mondiale Canada. Nous savons à quel point le travail des organismes multilatéraux est important, voire vital. Cependant, nous savons aussi que les OSC locales, les OSC canadiennes de toutes tailles, tant les grandes que les petites et les moyennes, entretiennent souvent des relations plus étroites dans le milieu local et sont souvent plus souples et capables d'adapter leurs programmes de façon beaucoup plus utile.

Je me demande si les deux organisations pourraient nous dire très brièvement si, à leur avis, le Canada devrait consacrer plus d'argent pour aider les OSC du Canada et le groupe local des OSC?

Je demanderais peut-être à Mme Gladding de répondre en premier.

Mme Lindsay Gladding: Je vous remercie de la question.

Je pense que le Canada peut certainement accroître son soutien aux organisations de la société civile canadienne, en particulier aux organisations locales. Nous savons que ces intervenants sont en première ligne dans la prestation de services aux collectivités et qu'ils y sont influents.

Ayant beaucoup travaillé avec les chefs religieux, nous savons que la parole d'un chef religieux a beaucoup de poids. Quand il s'agit d'obstacles à l'accès aux vaccins ou de désinformation au sujet de la COVID-19, on ne saurait surestimer le rôle des chefs religieux et des dirigeants locaux dans les efforts pour surmonter ces obstacles. Le Canada a la possibilité de soutenir cette première ligne de défense et de le faire par l'intermédiaire de partenaires canadiens.

Mme Heather McPherson: Merci.

Madame Russell.

Mme Taryn Russell: J'ajouterais simplement que le Canada devrait investir là où son investissement aura le plus de retombées et là où les preuves ne sont plus à faire. Les organisations multilatérales peuvent avoir un impact vraiment extraordinaire lorsqu'il s'agit d'une action à grande échelle. Nous le voyons, par exemple, avec Gavi et son programme de vaccination et avec le Fonds mondial et son excellent travail dans la lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme. Ce que nous ne voulons pas, c'est que les fonds cessent d'être versés à de petites ou moyennes organisations à cause de quelques obstacles, plutôt qu'en raison de leurs retombées réelles.

Je pense que ce que nous voulons, c'est d'avoir des mécanismes en place qui permettent à Affaires mondiales Canada de prendre plus facilement des décisions sur l'affectation des fonds en fonction de qui en bénéficiera le plus, des façons que Mme Russell vient de réitérer: la proximité avec les dirigeants locaux et les petites organisations de la société civile dans le pays, et toutes les autres raisons.

• (1635)

Mme Heather McPherson: Merci.

Le président: Voilà qui nous amène à la fin du temps prévu pour le premier groupe de témoins. Au nom de tous les membres du Comité, je tiens à remercier nos témoins de leur témoignage, de leur expertise et, surtout, de leurs services dévoués.

Je vais suspendre brièvement la séance pour permettre à notre deuxième groupe de témoins de s'installer, après quoi nous reprendrons nos travaux.

• (1635)

(Pause)

• (1639)

Le président: Nous voilà de retour, chers collègues.

Je souhaite la bienvenue à nos témoins du deuxième groupe.

Un petit mot à l'intention de ceux qui viennent de se joindre à nous. Je demande à tous les participants de mettre leur microphone en sourdine lorsqu'ils n'ont pas la parole. Je vous prie également d'adresser vos commentaires à la présidence.

[Français]

Lorsqu'il restera 30 secondes à votre temps de parole, je vous ferai signe avec ce bout de papier. Les services d'interprétation sont disponibles; vous devez cliquer sur l'icône du globe au bas de votre écran.

[Traduction]

Je souhaite la bienvenue à Tanjina Mirza, gestionnaire principale des programmes, Plan International Canada Inc., à Annalisa Brusati, conseillère technique principale pour la protection de l'enfance, International Rescue Committee, à Susan McIsaac, présidente et directrice générale, Right to Play International, et à Elias Ayoub, directeur mondial, Opérations nationales Right to Play International.

Madame Mirza, je suis heureux de vous revoir parmi nous. Je vous invite à ouvrir le bal, avec une déclaration préliminaire de cinq minutes, s'il vous plaît.

Mme Tanjina Mirza (gestionnaire principale des programmes, Plan International Canada Inc.): Je vous remercie beaucoup de nous avoir donné l'occasion de vous rencontrer de nouveau.

La pandémie de la COVID-19 soulève un enjeu touchant les droits de l'enfant et pose un énorme défi. Comme la situation ne fait qu'empirer, je saisis avec empressement l'occasion de discuter de toutes ces questions.

Comme vous l'avez entendu de témoins du groupe précédent, Plan International Canada est un chef de file [*Difficultés techniques*] avec d'autres [*Difficultés techniques*] un organisme de défense des droits de l'enfant. Nous sommes unis dans nos efforts pour surmonter cette crise. Comme je l'ai mentionné en novembre dernier, Plan International est l'une des plus grandes organisations de développement international œuvrant pour la défense des droits de l'enfant. Elle travaille pour mettre fin à l'inégalité entre les sexes et promouvoir les droits de l'enfant. Nous travaillons dans un contexte fortement marqué par les crises et les conflits.

Aujourd'hui, je ferai porter l'essentiel de mes propos sur ce que nous avons appris sur les facteurs qui ont accru la vulnérabilité des enfants, surtout des filles, au cours des 10 derniers mois de la pandémie. J'aimerais aussi vous donner quelques renseignements sur ce que nous faisons actuellement pour surmonter cette crise.

Tout d'abord, permettez-moi de vous communiquer ce que nous avons appris ces 10 derniers mois au sujet de la santé, de l'éducation, de la sécurité alimentaire et de la pauvreté des enfants, surtout pour ce qui est des enfants les plus vulnérables — les filles, en particulier — dans le contexte de conflits et de déplacements.

Depuis 10 mois, nous suivons de très près l'évolution de plusieurs situations.

La première d'entre elles, c'est la fermeture des écoles et le retour en classe des enfants, surtout des filles. La sécurité du retour en classe est essentielle pour protéger leur santé et leur bien-être immédiats et à long terme, ainsi que leurs possibilités d'éducation. Le créneau éducationnel est étroit, et s'il se ferme, il en résulte une perte très importante dans la vie présente et future des enfants. Soixante-quinze millions d'enfants, surtout des filles, dans 35 pays, ne fréquentent pas l'école à l'heure actuelle.

Deuxièmement, il y a une augmentation de la violence faite aux enfants et aux femmes. Il faut des stratégies pour améliorer le signalement, la sensibilisation, les soins psychologiques et les services aux victimes. La violence faite aux enfants a une incidence sur tous les aspects de leur survie [*Difficultés techniques*], sur leur santé physique et mentale et, bien sûr [*Difficultés techniques*]. On estime que, d'ici 2030, 13 millions de filles de plus auront été mariées précocement ou sous la contrainte.

Le troisième point, c'est que les filles et les femmes subissent une perte de revenu et de protection sociale durant la pandémie, ce qui rend encore plus cruciale la promotion d'initiatives et de politiques qui permettent aux filles de rester à l'école ou en formation afin de se préparer à exercer plus tard des activités rémunératrices.

Les filles se heurtent également à des difficultés plus grandes d'accès aux services essentiels de santé sexuelle et reproductive. Comme les systèmes de santé peinent à répondre aux besoins créés par la COVID-19, les services de santé sexuelle et reproductive n'ont plus la priorité. Il faut agir de toute urgence.

Il y a aussi l'insécurité alimentaire. Dans de nombreuses régions du monde, les risques de famine augmentent. C'est un résultat direct de la pandémie. Comme nous le savons, la COVID n'a pas d'effet direct sur les enfants, mais ceux-ci sont néanmoins exposés

aux répercussions, dont le risque de famine, de la pandémie mondiale.

Le dernier point, mais non le moindre, c'est la nécessité d'investir dans les systèmes de santé à l'échelle mondiale, surtout au niveau des soins de santé primaires. Plus de 80 % des réfugiés dans le monde ont trouvé accueil dans des pays à faible ou à moyen revenu, où les systèmes de santé n'ont même pas les moyens d'assurer les soins courants. Aujourd'hui, avec la pandémie de la COVID et ses éclosions locales, la situation est devenue très préoccupante.

Comment avons-nous réagi? Plan International Canada a adapté tous ses programmes à la nouvelle réalité créée par la COVID-19. Nous sommes des pionniers de l'approche visant à intégrer l'égalité entre les sexes dans tous ses programmes, comme ceux portant sur la santé, l'éducation, l'autonomisation économique, les répercussions du changement climatique, la sécurité alimentaire, l'eau et l'assainissement, qui sont tous axés sur les enfants, en particulier les filles.

Nous investissons massivement pour promouvoir un système de santé qui tient compte des différences entre les sexes, un système capable non seulement de lutter aujourd'hui contre la COVID-19, mais aussi de faire face à des pandémies futures. Notre approche sexospécifique comprend des mesures de prévention et de protection, la continuité des services essentiels et des services de sensibilisation à la violence fondée sur le sexe afin de prévenir les mariages d'enfants.

Nous apportons une aide alimentaire vitale aux populations en situation d'insécurité alimentaire.

• (1640)

Enfin, nous veillons à ce que nos programmes d'éducation demeurent efficaces, même pendant la fermeture imposée par la COVID-19. Nous attendons avec impatience le lancement la semaine prochaine de la campagne « Apprendre ensemble » à l'intention des enfants déplacés.

En conclusion, il faut, pour venir à bout de la pandémie, une collaboration et une solidarité sans précédent entre toutes les organisations et tous les pays, entre les gouvernements et le secteur des ONG. Nous sommes encouragés par la façon dont les Canadiens ont répondu à la pandémie sur la scène internationale et par leur engagement constant à accroître l'aide publique consacrée par le Canada au développement. Plan International Canada continuera de répondre aux besoins urgents des filles et des enfants dans tous les pays touchés par la crise.

Merci de votre attention.

• (1645)

Le président: Je vous remercie beaucoup, madame Mirza, de votre déclaration préliminaire. Nous allons maintenant passer à Mme Brusati.

Vous avez la parole pour cinq minutes.

Mme Annalisa Brusati (conseillère technique principale pour la protection de l'enfance, International Rescue Committee): Je remercie la Chambre des communes d'avoir invité l'International Rescue Committee à témoigner aujourd'hui et d'avoir convoqué cette réunion.

Nous sommes heureux de nous joindre aux cinq autres organisations qui témoignent aujourd'hui et d'attirer l'attention sur la nécessité d'un programme complet pour les enfants, en particulier ceux qui vivent dans des situations de crise humanitaire. Nous savons tous que ces moments difficiles, où nous vivons collectivement une pandémie mondiale sans précédent, ont des répercussions particulières et troublantes chez les enfants. Nous en voyons les effets sur nos propres enfants. Nous avons dû nous occuper de l'enseignement à domicile tout en nous souciant de notre gagne-pain. Nous craignons que les enfants que nous connaissons tombent malades ou souffrent d'anxiété. Nous nous inquiétons des effets que les bouleversements actuels auront sur leur avenir.

Dans les 40 pays où l'IRC a des activités, la COVID-19 n'a pas entraîné ce genre de problèmes. Elle ne venait qu'aggraver les problèmes existants. Les enfants qui vivent dans des situations de conflit et de crise ont toujours dû composer avec les fermetures d'école et avec le fardeau, le stress et le traumatisme de vivre dans l'incertitude. Les enfants qui ont été déplacés n'ont même pas le confort d'un foyer. La COVID-19 et les mesures de confinement se sont ajoutées aux risques auxquels ils étaient déjà exposés: perte d'apprentissage, mauvaise alimentation, décrochage scolaire, pauvreté extrême, isolement social, répercussions sur la santé mentale, augmentation considérable du risque de violence à l'intérieur et à l'extérieur du foyer. Tout cela se produit alors qu'il est sans cesse plus difficile aux organisations comme l'IRC d'offrir des services ou d'identifier les enfants qui ont besoin de leur aide.

Les professionnels de la protection de l'enfance qui comptent sur les éducateurs et les collectivités pour reconnaître les signes de violence contre les enfants constatent que les points d'accès traditionnels aux services et aux soutiens sont perturbés, ce qui rend plus difficile de repérer les enfants dans le besoin et de leur offrir les services qui pourraient leur sauver la vie.

Même avec la réouverture des écoles, l'UNESCO a fait savoir que 24 millions d'enfants et de jeunes pourraient ne pas réintégrer l'école. Les pertes sont personnelles — parce que chaque enfant a droit à des perspectives d'avenir — ainsi que collectives. La Banque mondiale estime que les pertes d'apprentissage attribuables à la COVID pourraient s'élever à 10 billions de dollars américains.

Les filles, qui sont déjà jusqu'à 90 % plus susceptibles que les garçons de ne pas aller à l'école dans les situations de conflit, courent un risque particulier de ne pas y retourner, en raison de l'inégalité persistante entre les sexes.

Les enfants de tous les âges sont exposés à des risques particuliers. Les premières années sont cruciales pour ce qui est du développement du cerveau et mettent les enfants sur la voie du succès à l'école primaire. Elles sont la base essentielle de la productivité et du bien-être. L'adolescence est également une période cruciale pour le développement cérébral, puisqu'elle prépare les enfants à l'âge adulte. Pourtant, au Soudan du Sud, les adolescentes sont trois fois plus susceptibles de mourir en couches que de terminer leurs études.

Malgré tout ce que nous savons, l'engagement réel à prioriser et à financer les services de protection est faible. Les services de protection de l'enfance ne représentaient que 1,4 % du financement total reçu dans le cadre de 19 interventions humanitaires en 2019. Moving Minds Alliance a constaté que le financement du développement de la petite enfance dans les pays en situation de crise ne représentait que 2 % de la part de l'aide humanitaire en 2018. C'était avant que la COVID suscite des priorités concurrentes.

L'Université de la Virginie et Sesame Workshop ont observé que les domaines les plus fortement sous-représentés des appels au plan mondial d'intervention humanitaire contre la COVID-19 concernaient la sécurité des enfants, la prestation de soins adaptés et l'apprentissage des jeunes enfants.

Le Canada, en tant que chef de file du secteur humanitaire, peut et doit renforcer l'inclusion de services holistiques aux enfants et aux familles, tant dans les situations existantes de crise humanitaire que dans les situations de crise aggravées par la COVID. Cela signifie que nous devons traduire nos connaissances de l'importance des interventions durant l'enfance en priorités stratégiques et en investissements accrus. Nous faisons écho aux appels de nos collègues en faveur de l'augmentation de l'APD à laquelle le Canada s'est engagé.

Nous recommandons d'accroître la part du financement consacré à la protection des enfants, afin que les interventions puissent prioriser la protection contre les mauvais traitements et la violence à l'intérieur et à l'extérieur du foyer et soutenir le développement et le bien-être des enfants. Ces interventions doivent débuter pendant la grossesse et se poursuivre tout au long de l'enfance et de l'adolescence.

Nous demandons que le Canada soutienne le plan mondial en six points « Apprendre ensemble » et qu'il mette l'accent en particulier sur la santé mentale et le bien-être des enfants, des proches aidants et des enseignants, qu'il s'attaque aux répercussions de l'inégalité entre les sexes sur l'éducation et, tout particulièrement pendant la pandémie de la COVID, qu'il réduise le fossé numérique et crée des solutions de rechange souples permettant aux enfants d'interagir en toute sécurité avec leurs pairs et d'apprendre.

Le Canada a des possibilités immédiates et à long terme de faire preuve de leadership en matière de protection de l'enfance. Il s'agirait notamment de financer adéquatement et d'optimiser les efforts de la campagne d'éducation des réfugiés qui sera bientôt lancée et de faire des réunions du G7 et le Partenariat mondial pour l'éducation comme autant d'occasions de démontrer son engagement à exercer un leadership pour soutenir les enfants dans des situations de crise humanitaire.

• (1650)

Pour dire vrai, les enfants ne peuvent pas attendre. Chaque jour qui passe sans renforcement des mesures accroît le nombre de jeunes filles données en mariage, de garçons abandonnant l'école pour aller travailler et d'enfants isolés victimes de violence. Chaque semaine sans accroissement des services de santé mentale augmente le stress des enfants et des parents. Chaque mois sans école rend plus probables les pertes de possibilités économiques futures.

Une fois de plus, l'IRC félicite la Chambre des communes d'avoir tenu cette réunion et de s'être engagée à trouver des solutions solides et réalisables pour les enfants. Nous sommes tout disposés à collaborer et à appuyer l'orientation qui sera prise.

Merci beaucoup de votre attention.

Le président: Merci beaucoup, madame Brusati, de cette déclaration préliminaire.

Le dernier exposé préliminaire sera celui de Right to Play International.

Madame McIsaac et monsieur Ayoub, vous avez cinq minutes.

Mme Susan McIsaac (présidente-directrice générale, Right To Play International): Merci, monsieur le président, et bonjour à tous.

Right to Play International a pour mission de protéger, d'éduquer et de préparer les enfants à surmonter l'adversité par le jeu. J'espère que mon collègue, M. Ayoub, se joindra à moi sous peu. Nous vous remercions conjointement de votre invitation et de l'attention que vous portez à cette question des plus importantes.

Nous avons été encouragés par la réponse du Canada à la COVID-19 et par son récent engagement à accroître les investissements dans l'APD pour appuyer les efforts de redressement à l'échelle mondiale. Nous espérons que votre étude aboutira à des recommandations utiles pour faire en sorte que les enfants et les jeunes puissent exercer leur droit à l'éducation, à la protection, à la santé et à l'autonomie.

La pandémie de la COVID-19 est d'abord une crise sanitaire, mais l'effet d'entraînement qu'elle a sur l'apprentissage des enfants, leur santé mentale et leur sécurité ne saurait être négligé. En temps de crise, les écoles sont souvent le premier service public à être suspendu et le dernier à être repris. Un an après le début de la pandémie, près d'un milliard d'apprenants ne sont toujours pas retournés à l'école. À cela s'ajoutent les 75 millions d'enfants et de jeunes qui déjà ne fréquentaient pas l'école dans les pays en situation de crise. La gravité de la situation appelle une réponse urgente et novatrice.

La COVID-19 a aggravé la situation déjà précaire des enfants qui vivent en situation de conflit et de crise, les exposant à un plus grand risque de tomber malade, d'être contraints de travailler, d'être victimes de violence et d'autres formes d'exploitation. Lorsque les enfants et les jeunes ne vont pas à l'école, leur santé mentale, leur apprentissage et leur développement en souffrent également. Sans une éducation dans un environnement d'apprentissage sûr et stimulant, ils perdent leur sentiment d'appartenance et n'ont pas la possibilité d'acquérir les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour réaliser leur plein potentiel. Cela est particulièrement vrai pour les filles.

Fort de ses 20 années d'expérience, Right to Play a pris des mesures pour protéger la santé et la sécurité des enfants, leur apprentissage et leur santé mentale. En 2020, Right to Play a, en fait, été en mesure d'élargir son champ d'action en adaptant ses programmes de façon à ce que plus d'enfants puissent poursuivre leurs études à la maison et recevoir un soutien psychosocial et en santé mentale pour composer avec le stress de la pandémie ainsi que d'autres crises concomitantes.

Au Mali, Right to Play travaille à protéger les enfants alors même que l'agitation politique et la pauvreté s'ajoutent à la pandémie. Le Mali est l'un des pays les plus pauvres du monde. Le travail des enfants est omniprésent. Au Mali, un enfant sur trois travaille au lieu d'aller à l'école. Financé par Affaires mondiales Canada, notre projet Jam Suka s'adresse aux familles et aux collectivités dans le but d'amener les enfants à cesser de travailler et à retourner à l'école. Nous avons constaté des hausses inouïes du taux d'achèvement des études primaires, mais l'instabilité de cette dernière année menace de compromettre grandement les bons résultats obtenus jusqu'ici. Notre équipe a réagi en aidant les enseignants à passer aux plateformes numériques et radiophoniques afin d'assurer la continuité de l'éducation. Nous avons également aidé à établir des réseaux sécuritaires de soutien en ligne. Cela a permis aux enfants de rester en contact avec leurs amis et les enseignants et

d'avoir un moyen sécuritaire de signaler les mauvais traitements ou d'obtenir du soutien en santé mentale, au besoin.

Le Liban est un autre pays secoué par des crises concomitantes, y compris la destruction de maisons et d'écoles causée par l'explosion à Beyrouth en août 2020. Même avant cet événement catastrophique, plus de la moitié des enfants et adolescents libanais souffraient d'anxiété. En temps de crise, soutenir la santé mentale des enfants est le premier pas vers le rétablissement. Les méthodes axées sur le jeu sont très efficaces pour amener les enfants à surmonter les chocs et les traumatismes. Sans sécurité et bien-être, les enfants ne peuvent pas apprendre, se développer et s'épanouir. Les enseignants doivent être équipés pour apporter ce soutien aux enfants en favorisant des environnements d'apprentissage positifs et ludiques.

Ensemble, l'éducation et le soutien de la santé mentale peuvent favoriser le bien-être et la résilience, la pensée critique, la résolution de conflits et le renforcement de la collectivité. Ces compétences sont essentielles pour tous les enfants et les jeunes, mais surtout pour ceux qui vivent dans des milieux perturbés par un conflit ou une catastrophe. Je pourrais m'étendre longuement sur ce sujet, mais je préfère vous communiquer nos trois recommandations.

En premier lieu, il faut, en temps de crise, accorder la priorité à l'apprentissage des enfants et à leur santé mentale. Cela signifie qu'il faut, pour une éducation de qualité, monter la barre en intégrant les compétences holistiques et les soutiens psychosociaux et de la santé mentale dans des programmes d'études et des pratiques d'enseignement ludiques et adaptés à la situation de conflit.

En deuxième lieu, le Canada doit sans tarder accroître son soutien intersectoriel pour prévenir la violence fondée sur le sexe et s'y attaquer, renforcer les systèmes de protection de l'enfance et améliorer les soutiens psychosociaux et de la santé mentale.

En dernier lieu, bien sûr, aucune des interventions ci-dessus ne peut réussir sans un financement adéquat et opportun. Nous invitons le Canada à respecter son engagement d'augmenter l'enveloppe de l'aide internationale. Les enfants les plus vulnérables du monde comptent sur nous.

Je vous remercie de votre attention.

• (1655)

Le président: Merci beaucoup, madame McIsaac.

Nous allons maintenant passer à notre première série de questions, qui sera divisée en segments de six minutes.

Monsieur Diotte.

M. Kerry Diotte (Edmonton Griesbach, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci à vous tous d'être ici. Vous faites de l'excellent travail.

J'aimerais commencer par une question très générale, qui est, je suppose, à la base de toutes ces questions.

Tous les sondages montrent que la plupart des Canadiens considèrent que l'aide étrangère est très loin d'être prioritaire, surtout avec la pandémie de la COVID qui fait rage. En fait, beaucoup seraient d'avis qu'il faut y consacrer moins d'argent parce que nous sommes nous-mêmes à court d'argent en ce moment.

Je m'adresse d'abord à la première intervenante. Pouvez-vous me dire ce que vous répondriez à quelqu'un qui est de cet avis? Comment pourriez-vous expliquer que ce sont des dépenses dont tous bénéficient, partout dans le monde? Comme je l'ai dit, la question est assez vaste, mais j'aimerais savoir ce que vous en pensez.

Mme Tanjina Mirza: Je vais peut-être me lancer

Je vous remercie de cette excellente question.

En cette période de crise, plus que jamais, les Canadiens comprennent ce que c'est que d'avoir...

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

[Traduction]

Le président: Madame Mirza, je vous demanderais de vous rapprocher le plus possible de votre micro. Je crois que les interprètes ont encore des difficultés à vous suivre. Cela faciliterait leur travail.

[Français]

Merci beaucoup.

[Traduction]

Mme Tanjina Mirza: D'accord, je tâcherai de me faire bien entendre.

Il est vrai que, en cette période de pandémie, les Canadiens comprennent plus que jamais comment le monde est interconnecté. Quelqu'un est [Difficultés techniques]. Les Canadiens voient aussi ce que cela signifie d'avoir des enfants toujours à la maison, sujet qui, dans nos discussions sur le développement international... Beaucoup de ces problèmes se posent maintenant chez nous. Quant à ce sentiment d'interconnexion et d'interdépendance, qui est une prise de conscience du fait que personne n'est en sécurité à moins que tout le monde le soit, je pense que les Canadiens le comprennent beaucoup mieux qu'avant. Je pense que la COVID, d'une certaine façon, met en lumière cette interdépendance à l'échelle mondiale.

Les gens, surtout les Canadiens, veulent en savoir davantage sur les résultats du travail qui se fait à l'étranger, comprendre où va l'argent de l'aide et ce qu'il en résulte. Je pense que la pandémie offre aussi aux organisations comme la nôtre, Plan International Canada, et à bien d'autres représentées ici, une belle occasion de faire valoir leur travail sur le terrain et les répercussions majeures de leurs efforts partout dans le monde, en particulier chez les pauvres et les marginalisés.

M. Kerry Diotte: Madame Brusati.

Mme Annalisa Brusati: Merci.

Je suis tout à fait d'accord avec les commentaires de Mme Mirza. Cette pandémie a vraiment donné lieu à une réelle prise de conscience des répercussions du changement de situation, comme la fermeture des écoles au Canada et de ce qu'elle signifie pour beaucoup de gens.

Il est très important de réfléchir aux répercussions de la COVID sur les personnes qui sont déplacées et qui vivent des crises humanitaires. Il faut aider les gens à comprendre la double incidence de la COVID et la double souffrance qu'elle représente parce qu'elle se combine aux souffrances du déplacement et des crises humanitaires que vivent ces populations. Il est également extrêmement important d'amener nos semblables à comprendre l'importance de la place du

Canada au sein de la communauté humanitaire mondiale, ainsi que l'influence et le leadership qu'il peut exercer sur l'orientation de l'appui à donner à nos contacts humanitaires dans les régions en crise, l'objectif étant de protéger les enfants dans des situations comme une pandémie mondiale.

Merci.

• (1700)

M. Kerry Diotte: Madame McIsaac.

Mme Susan McIsaac: Je suis d'accord avec les deux intervenantes précédentes.

J'ai quelques brefs commentaires.

Premièrement, nous sommes plus connectés que jamais avec le reste du monde à cause de cela. Les gens sont très conscients de ce qui se passe dans le monde. Ils ressentent les répercussions de cette situation beaucoup plus largement que l'impact sur la santé, sur l'éducation et la santé mentale. On comprend ce qui se passe à l'échelle mondiale et l'importance du phénomène.

Nos valeurs canadiennes nous incitent à prendre soin des personnes les plus vulnérables sur la planète. Nous avons une responsabilité. Aussi difficile que cette pandémie puisse être dans les pays du Nord, elle est exacerbée dans le Sud et dans les pays en développement. C'est très important pour beaucoup de gens.

Au début de la pandémie et tout au long de celle-ci, nos dons ont augmenté. Les gens ont vraiment compris l'incidence de la pandémie et ont voulu aider.

M. Kerry Diotte: C'est intéressant. Je trouve toujours cela curieux. Les sondages ne mentent pas. Ils disent: « Eh bien, non, ce n'est pas le moment de se pencher sur la question », mais c'est encourageant de vous entendre dire que vos dons augmentent, c'est intéressant.

Madame McIsaac, vous avez parlé d'un milliard d'enfants qui ne vont pas à l'école à cause de la COVID, en plus du milliard d'enfants qui ne sont pas scolarisés en Afrique. Que peut-on faire à ce sujet? C'est un énorme problème. Nous savons que c'est probablement tout simplement dû à la fermeture des écoles, comme dans beaucoup d'autres régions du monde, mais y a-t-il quelque chose de particulier qui peut être fait pour s'attaquer à cet immense problème?

Le président: Monsieur Diotte, votre temps est écoulé, mais je vais vous permettre de répondre très brièvement, si c'est possible.

Mme Susan McIsaac: En fait, je vais demander à mon collègue Elias Ayoub, qui s'est joint à nous, d'intervenir, parce qu'il dirige notre programme.

M. Elias Ayoub (directeur mondial, opérations nationales, Right To Play International): Oui, bien sûr, et je serai très bref.

Les organisations doivent faire preuve de souplesse et adapter leurs programmes afin de faire participer non seulement les enseignants à l'éducation, mais aussi les parents. Une grande partie de l'apprentissage se fera à la maison, et c'est le point d'accès qui permet d'avoir une incidence sur cet apprentissage.

Très rapidement, pour répondre à votre question précédente, je suis natif du Liban, j'ai vécu au Canada pendant 16 ans avant de retourner au Liban. Je pense qu'il est très important de préserver les valeurs canadiennes qui consistent à tendre la main à d'autres pays et à les aider, et de reconnaître l'interdépendance qui existe dans le monde aujourd'hui, ce que la COVID a mis en évidence de façon importante.

Merci.

Le président: Nous allons devoir nous arrêter ici. Je suis désolé, mais le temps d'intervention est très minuté.

Nous passons maintenant à M. Fonseca pour six minutes, s'il vous plaît.

M. Peter Fonseca (Mississauga-Est—Cookville, Lib.): Merci, monsieur le président, et merci aux témoins de leur témoignage.

La COVID-19 a eu un impact monumental dans le monde entier. Au Canada, nous avons certes des lacunes, mais nous avons toutes ces institutions publiques, tous ces ordres de gouvernement, les ONG, etc., tout le monde travaille vraiment ensemble pour faire face à cette crise, à cette pandémie.

Ce que je demande aux trois témoins, c'est de nous donner un aperçu de ce qui se passe dans ces pays fragiles et en conflit où il y a tant de personnes déplacées, où les enfants ont de la difficulté à s'instruire, à aller à l'école, etc. J'aimerais que vous nous expliquiez la situation qui prévaut là où vous n'avez pas vraiment de contrôle sur ces institutions, ou sur leur absence, qu'il s'agisse de leur système d'éducation, de leur système de soins de santé, du gouvernement ou de ce qui se passe avec les tests, tout ce qui s'est produit ici qui n'a peut-être pas lieu ailleurs.

Je vais demander aux trois témoins de nous donner un aperçu général de la façon dont vous avez réaffecté vos ressources ou de ce que vous avez fait avec elles pour déterminer la manière d'avoir le plus grand impact sur le terrain. J'ai entendu Mme McIsaac parler un peu de ce que vous faites au Mali, mais ce que je vous demande maintenant, c'est de nous amener sur le terrain. Que faites-vous de cet argent? Comment avez-vous redéfini les priorités pour vous attaquer à la COVID-19 alors que vous pourriez ne pas être en mesure d'entrer dans certains pays ou dans certaines régions?

Nous pouvons commencer par Mme Brusati.

• (1705)

Mme Annalisa Brusati: La COVID a été un choc et une occasion pour nous de repenser tous nos programmes, tant pour ce qui est de leur conception que de leur mise en œuvre.

Il a fallu nous adapter très rapidement. Nous avons perdu l'occasion de... évidemment, les écoles, comme nous le savons tous. De plus, les écoles ont perdu le contact avec les enfants, la capacité d'identifier ceux qui avaient besoin d'aide et la capacité pour nous de travailler à rassembler les enfants pour leur offrir un soutien psychosocial et des services de santé mentale.

Comme l'un de nos collègues l'a dit, IRC a adapté ses programmes en travaillant beaucoup avec les parents et ceux qui ont la charge des enfants pour leur offrir le soutien nécessaire. Nous avons fourni des trousseaux d'apprentissage social et émotionnel aux parents et aux personnes qui ont la charge des enfants. Nous avons fourni du soutien par l'entremise de différents pays de différentes façons, notamment par le truchement de la radio, de contacts communautaires, d'organismes et de partenaires locaux avec lesquels

nous avons toujours travaillé et qui étaient sur le terrain pour offrir concrètement ce soutien à ceux qui ont la charge des enfants au sein de la maison.

Grâce aux coordonnateurs communautaires, les enfants qui avaient besoin de soutien ont été identifiés. Il y a certains services que nous préconisons fortement et qui sauvent des vies, malgré les mesures de confinement, comme la gestion de cas et les services de protection de l'enfance. Cela doit continuer même avec les mesures de confinement. La question était de savoir comment nous pouvions offrir ces services directement à l'enfant dans les maisons familiales, tout en protégeant notre personnel, l'enfant et la famille qui s'en occupe.

Il s'agissait vraiment d'adapter nos approches pour nous assurer de respecter les mesures de confinement, mais aussi de continuer à prendre en charge les enfants qui en ont le plus besoin.

M. Peter Fonseca: Merci, madame Brusati.

Madame McIsaac, je sais que Right To Play met beaucoup l'accent sur l'éducation physique, qui améliore la santé mentale, etc. J'aimerais que vous me disiez comment vous vous êtes adaptés à cela sur le terrain en raison de la COVID et des restrictions, etc.

Nous pourrions peut-être demander à M. Ayoub, du Liban, de nous parler un peu de ce qui se passe concrètement sur le terrain. Qu'avez-vous dû changer et comment avez-vous dû vous adapter à cette courbe d'apprentissage exigeante?

Mme Susan McIsaac: Merci.

Je vais maintenant céder la parole à M. Ayoub.

Je dirai simplement que nous avons dû faire immédiatement toutes sortes d'ajustements pour tenir compte du contexte actuel et de la nouvelle réalité.

Il vit au Liban et travaille aussi en étroite collaboration avec nos collègues d'Afrique et du Moyen-Orient. Monsieur Ayoub, avez-vous quelque chose de concret à ajouter?

M. Elias Ayoub: Certainement. La fourniture de ce soutien et de cette aide directement dans les maisons s'appuie également sur une réponse antérieure.

Nous travaillons dans différents contextes. Par exemple, en Tanzanie, nous avons beaucoup compté sur la radio pour diffuser les messages requis touchant à la santé. Nous avons même eu recours à des camionnettes munies des haut-parleurs, et un de nos animateurs a pris un microphone, a parcouru le village et a diffusé des messages positifs sur la santé.

Au Liban, où la technologie est plus accessible, nous avons fait appel à différentes plateformes pour rejoindre également les enfants et leurs parents.

En Jordanie, nous avons travaillé [*Inaudible*] sur l'éducation physique, comme vous l'avez mentionné. Nous avons réussi à rejoindre tous les enfants en Jordanie.

Il y en a plusieurs, selon le contexte. Ce n'est pas toujours facile, mais nous avons réussi à répondre correctement.

Le président: Merci beaucoup.

[*Français*]

Monsieur Bergeron, vous avez la parole pour six minutes.

• (1710)

M. Stéphane Bergeron: Merci beaucoup, monsieur le président.

Encore une fois, j'aimerais remercier les témoins de leur présence. Leurs témoignages sont certainement éclairants pour l'étude que nous menons présentement. Je les remercie également de leur travail auprès des populations vulnérables un peu partout dans le monde.

Avec vous comme avec les témoins précédents, nous avons discuté d'éducation, d'accès à l'eau potable et de soins de santé. Comme l'une d'entre vous l'a souligné, ce sont tous des problèmes qui existaient déjà avant la pandémie, mais qui ont été exacerbés par celle-ci. Nous avons entre autres discuté de la difficulté d'amener les jeunes à l'école, particulièrement ceux qui vivent dans une zone de conflit. Encore une fois, cette situation est exacerbée par la pandémie. Comme l'une d'entre vous l'a souligné, on remarque un niveau d'intérêt décroissant même chez les étudiants de chez nous, en raison du téléenseignement. Là où ces conditions ne sont pas existantes sur le terrain, le niveau de désintérêt doit être encore plus élevé.

Avant la pandémie, des jeunes étaient probablement déjà amenés à s'orienter vers le marché du travail ou engagés dans des réseaux de trafic humain. On peut imaginer que la pandémie aura exacerbé tout cela aussi. Mme McIsaac parlait de la situation au Mali.

Comment composer avec la fermeture des écoles, le désintérêt des jeunes envers l'école, le réflexe d'aller travailler ou le fait que certains sont pris dans des réseaux de trafic humain, compte tenu de la pandémie et des conditions encore plus difficiles qu'elle impose?

Mme Annalisa Brusati: Je vous remercie de la question.

[Traduction]

Oui, la pandémie de COVID nous a ramenés en arrière. Nous avons de nombreux programmes qui fonctionnent depuis des années pour scolariser les enfants — ceux qui ne sont pas scolarisés retournent à l'école — et pour appuyer concrètement le retour à l'école. Il y a beaucoup d'options que nous pouvons envisager pour susciter cet intérêt pour le retour à l'école et pour l'élaboration de normes sociales entourant l'éducation, surtout pour les filles, mais aussi pour les enfants en général.

Dans une situation comme celle-ci, il faut aussi s'efforcer de soutenir le gagne-pain des familles lorsqu'elles n'en ont plus du tout ou que leurs moyens de subsistance réduits reposent sur le travail de leurs enfants.

Il s'agit d'adopter une approche holistique pour aider les familles à accroître... Nous les aidons à subvenir à leurs besoins à répondre à leurs besoins fondamentaux, tout en favorisant la réintégration scolaire, en envisageant des programmes d'apprentissage accéléré et d'autres mesures de soutien, y compris des formes d'éducation non formelle pour les enfants qui n'ont peut-être pas fréquenté l'école depuis très longtemps et qui ont besoin de ce soutien supplémentaire pour réintégrer le système d'éducation officiel.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Y a-t-il d'autres témoins qui veulent faire des commentaires?

[Traduction]

Mme Susan McIsaac: Je vais ajouter rapidement quelque chose.

Dès le début de la pandémie, nous avons pris conscience que nous enseignerions à distance, ou que nous travaillerions avec des enseignants à distance, et nous avons adopté de nombreuses approches davantage interactives et axées sur les pairs. Nous avons cherché des moyens, grâce à la technologie, mais aussi à tout le matériel existant, de faire participer les enfants à un type d'apprentissage le plus interactif possible.

Nous mettons toujours l'accent sur l'apprentissage axé sur le jeu et l'enfant. Nous avons ainsi pu passer à l'étape suivante, car nous avons compris que les enfants risquaient d'être démotivés, et c'est donc devenu une priorité pour nous de faire en sorte que l'enseignement soit le plus motivant possible. Vous avez soulevé un excellent point, monsieur.

• (1715)

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Merci.

Madame Mirza, voulez-vous ajouter quelque chose?

[Traduction]

Mme Tanjina Mirza: D'excellents points ont été soulevés.

La radio à l'ancienne s'est avérée très pratique en Afrique de l'Ouest. Pour bon nombre de nos programmes, que ce soit au Mali, au Sénégal, au Burkina Faso ou dans le nord du Nigeria, la radio est très populaire et nous l'utilisons beaucoup. Dans les endroits que M. Ayoub a également mentionnés, comme les camps de réfugiés en Jordanie, nous avons utilisé des tablettes électroniques là où la connectivité était bonne. Dans chaque pays, nous avons essayé d'utiliser des mesures de soutien à l'éducation adaptées au contexte, non seulement pour les familles, mais aussi pour les enseignants.

Il est important de savoir que, pour mobiliser la collectivité, il faut faire appel aux aînés religieux, aux guérisseurs traditionnels et aux grands-mères. Ce sont des influenceurs sociaux. Lorsqu'on commence à leur parler et à les faire participer aux programmes, ces gens-là ont un impact énorme sur la fréquentation scolaire des enfants.

Je suis moi-même un réfugié. Quand j'étais enfant et que j'allais à l'école, il y a bien des années, j'ai moi-même suivi ce type de programmes d'apprentissage accéléré. Il est très important de garder les enfants à l'école, surtout les filles, parce qu'une fois que vous perdez cette génération — la fenêtre d'apprentissage est étroite —, vous ne pouvez pas la récupérer.

Plan International Canada et bon nombre des collègues que nous avons mentionnés font cela chaque année dans de nombreux pays. Notre organisme répond aux besoins dans plus de 50 pays. Nous avons déjà des partenaires locaux et des milliers de bénévoles qui font partie des collectivités. Ils savent mieux comment intervenir. Cette sensibilisation et la présence que nous avions déjà à l'échelle mondiale nous ont très bien servis pendant la COVID, parce que nous pouvons nous adapter à chaque pays et à chaque contexte.

Le président: Merci.

[Français]

Merci beaucoup, monsieur Bergeron.

[Traduction]

Notre dernière intervenante du premier tour est Mme McPherson. Vous avez six minutes.

Mme Heather McPherson: Merci beaucoup, monsieur le président.

J'aimerais tout d'abord revenir sur un commentaire qu'a fait un de mes collègues au sujet de l'absence d'appui des Canadiens au développement international et les contributions à cet égard. J'ai passé l'essentiel de ma carrière dans le secteur et j'aimerais simplement dire que les Canadiens sont beaucoup plus avancés que le gouvernement en matière de soutien. J'encourage tous les témoins qui se sont joints à nous aujourd'hui à nous envoyer les sondages auxquels nous avons tous accès et qui montrent l'énorme appui que les Canadiens accordent au développement international et à notre engagement à l'étranger.

Nous avons beaucoup entendu parler des répercussions de la COVID-19, et je pense qu'il a été très, très clairement énoncé que les filles, les populations déplacées et les populations de réfugiés, mais surtout les filles, sont celles qui ont subi les plus fortes répercussions. Madame Mirza, pourriez-vous parler un peu de la façon dont Plan adapte les programmes sur le terrain pour les filles en raison de la COVID-19?

Mme Tanjina Mirza: Comme bon nombre de mes collègues l'ont mentionné plus tôt, nous avons dû nous adapter très rapidement à la pandémie. C'est là que l'agilité de l'ONG a vraiment opéré, car en quelques mois, nous avons été en mesure de modifier tous nos programmes et de les réorienter.

En ce qui concerne les filles, la principale chose sur laquelle nous nous sommes concentrés — et sur laquelle nous continuons de nous concentrer — a été de les garder à l'école, qu'il s'agisse d'apprentissage à distance, de cours à la radio, comme nous l'avons dit — ou de toutes sortes d'autres mécanismes, parce que nous savons que la scolarisation des filles diminue la probabilité qu'elles se marient tôt. Depuis le début de la pandémie, nous constatons une augmentation considérable des soupçons de mariages forcés à un jeune âge. Garder les filles à l'école était un objectif important.

L'apprentissage à distance était possible dans certains pays, comme au Ghana. Nous l'avons fait dans le nord du Ghana, mais ce n'est pas toujours possible dans tous les contextes. La connectivité Internet n'est pas la même partout dans le monde, alors il faut être très conscient du contexte local. Internet n'était pas accessible partout.

Le deuxième programme sur lequel nous nous sommes beaucoup concentrés pour les filles — surtout dans le cas des adolescentes, qu'on a tendance à oublier — est l'accès à des services complets de santé sexuelle et reproductive. Les systèmes de santé dans des pays en développement, particulièrement fragiles, sont médiocres en partant. Avec la COVID, les services de santé sexuelle et reproductive ont presque été oubliés. Il est nécessaire de continuer à donner accès à ces services, ce qui signifie qu'il faut former les travailleurs de la santé de première ligne, fournir l'EPI, s'assurer que l'on comprend bien cette maladie et sensibiliser la collectivité et la famille à la COVID. Cela a été une tâche énorme au cours des premiers mois.

Le troisième point que je voulais souligner concerne la sécurité alimentaire. Nous constatons une augmentation considérable du manque de nourriture dans de nombreuses régions du monde. C'est intéressant, parce que ce n'était pas dû à la COVID dans cette collectivité, mais à la chaîne d'approvisionnement et à la connectivité partout dans le monde. Cela a posé d'énormes défis. Nous fournissons beaucoup de services alimentaires spéciaux et d'aide alimen-

taire au moyen de bons et de programmes d'aide financière, et nous veillons à ce que les femmes et les filles les obtiennent.

Ce ne sont là que quelques exemples de mesures prises un peu partout dans le monde pour assurer la sécurité des filles chez elles, car, comme nous l'avons entendu plus tôt, il y a une augmentation de la violence fondée sur le genre à la maison. Elles étaient chez elles, mais elles n'étaient pas toujours autant en sécurité que nous l'aurions souhaité. Veiller à ce que ce genre de services et de sensibilisation soient offerts aux filles, surtout aux adolescentes, est une grande priorité et le demeure.

Merci.

• (1720)

Mme Heather McPherson: Merci, et merci pour tout le travail que Plan accomplit au nom des femmes et des filles du monde entier. C'est très important.

Madame McIsaac, j'aimerais vous donner l'occasion de parler un peu de la façon dont Right to Play International a également réussi à réorienter son travail pendant la COVID. Pouvez-vous nous parler un peu de la proportion d'enfants déplacés et de ceux qui vivent dans des situations de conflit et de leur accès à l'éducation pendant la fermeture des écoles?

Mme Susan McIsaac: Au départ, nous avons déployé beaucoup d'efforts pour réorienter nos programmes et nous concentrer essentiellement sur l'hygiène, sur la continuité de l'apprentissage des enfants, sur l'apprentissage à distance et le soutien psychosocial. Nous avons su immédiatement que les enfants auraient besoin d'un véritable soutien en matière de santé mentale. Une grande partie des efforts de programmation ont été consacrés à l'enseignement à distance et à veiller à ce que les enfants reçoivent ce soutien.

À ce stade-ci, je me sens obligé de faire appel à M. Ayoub et de lui demander de participer à la discussion. Il est un leader dans notre secteur de programme.

Monsieur Ayoub, voulez-vous parler de certaines des choses que nous avons faites?

M. Elias Ayoub: Oui. Merci, madame McIsaac.

Il y avait [*Difficultés techniques*] également au sujet du travail avec les jeunes dans certains des pays où nous sommes présents, surtout lorsqu'il s'agit de jeunes réfugiés et de jeunes qui sont touchés par des crises. Même avant la COVID, ils devaient souvent composer avec un manque d'espoir. Beaucoup de jeunes dans le monde ont beaucoup de mal à réfléchir à leur avenir. Je pense que la COVID a exacerbé ce sentiment chez les jeunes et les enfants dans beaucoup de pays où nous intervenons.

Ce que nous avons essayé de faire à distance, la raison pour laquelle nous avons essayé d'adapter nos programmes, c'était d'offrir plus d'occasions aux jeunes d'être des leaders et d'être axés sur la recherche de solutions, de fournir des solutions aux nombreux problèmes constatés dans leurs collectivités. D'après le petit échantillon que nous avons vu dans de nombreux pays où nous travaillons, nous avons constaté beaucoup de résultats positifs grâce aux initiatives menées par les jeunes et au travail de ces derniers pour contribuer à résoudre leurs propres problèmes. Je pense que c'est une évolution très positive [*Difficultés techniques*] et nous espérons que ce sera le cas à l'avenir.

Mme Heather McPherson: Merci beaucoup.

Le président: Cela nous amène à la fin de notre premier tour. Il nous reste très peu de temps pour entendre nos témoins. Je propose que, pour le deuxième tour, nous divisions simplement le reste du temps de façon égale afin que chaque député d'un parti officiel dispose de deux minutes, une minute pour la question et une minute pour la réponse.

Avec votre consentement, nous allons procéder de cette façon pour profiter des 10 minutes qui restent.

Allez-y, s'il vous plaît, monsieur Diotte.

M. Kerry Diotte: Madame Mirza, vous avez parlé de violence fondée sur le genre et de questions liées au genre. Je me demande quels sont les défis particuliers à cet égard lorsque de nombreuses sociétés ne croient pas à l'égalité des sexes. Par exemple, certaines sociétés vous demanderaient pourquoi envoyer une fille à l'école. Quels sont les défis particuliers et que peut-on faire à ce sujet?

Mme Tanjina Mirza: C'est une excellente question. Fait intéressant, je pense que les gens où qu'ils soient veulent envoyer leurs enfants à l'école. Il y a encore des obstacles pour tous les enfants, mais encore plus pour les filles.

Le simple fait de sensibiliser les gens à l'importance de l'éducation a représenté un travail considérable. L'intégration du genre ne vise pas seulement les filles. À Plan International, nous avons beaucoup mis l'accent sur la mobilisation des hommes et la sensibilisation auprès des aînés traditionnels. Ce sont souvent des hommes. Les figures paternelles, les conjoints et les grands-pères ont un pouvoir décisionnel énorme à la maison. La sensibilisation à ce sujet ne se fait pas seulement au niveau des ménages, mais aussi au niveau communautaire, auprès des chefs religieux et des aînés traditionnels.

Il arrive très souvent que les politiques concernant l'éducation ne soient pas très favorables. Par exemple, dans certains pays, une fille non mariée qui tombe enceinte n'est pas autorisée à retourner à l'école. Il est important de s'assurer que ces obstacles sont éliminés dans les politiques. Nous avons quasiment besoin d'une approche à plusieurs niveaux et à plusieurs volets pour continuer à scolariser tous les enfants, mais surtout les filles.

• (1725)

Le président: Merci beaucoup.

Madame Saks.

Mme Ya'ara Saks (York-Centre, Lib.): Merci, monsieur le président.

Merci à tous les témoins qui ont pris le temps de venir aujourd'hui. Le travail que vous faites est absolument incroyable.

J'apprécie vraiment le temps que nous prenons au cours de cette séance pour parler de la santé mentale et de ses aspects importants.

Madame Brusati, je suis fascinée par le travail d'IRC, plus précisément par le programme Sesame Workshop. Je considère qu'il s'agit d'une occasion unique de s'attaquer au traumatisme intergénérationnel découlant des conflits et de l'incidence de la dynamique familiale sur l'apprentissage des jeunes enfants.

Je sais que nous n'avons pas beaucoup de temps, mais pourriez-vous nous parler brièvement des répercussions de ce programme absolument incroyable?

Mme Annalisa Brusati: Merci.

Notre programme Sesame a rejoint des enfants du Moyen-Orient, des pays touchés par la crise syrienne, en Irak, en Jordanie, au Liban et en Syrie même. L'objectif est de soutenir la santé mentale et le bien-être des jeunes enfants, ainsi que de soutenir et de conseiller les personnes qui en ont la charge et les parents sur la façon de travailler avec leurs enfants, de jouer et d'interagir avec eux. Nous devons les inciter réellement à s'occuper d'eux et à établir une relation enrichissante.

Je n'ai pas de statistiques exactes sur l'impact précis de ce programme. Je n'ai pas les chiffres exacts, mais je serais heureux de vous les communiquer après la discussion d'aujourd'hui.

Le président: Brillant. Merci beaucoup.

Monsieur Bergeron.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Merci, monsieur le président.

Madame Brusati, en réponse à ma précédente question, vous avez parlé de la satisfaction des besoins de base des familles, au nombre desquels nous retrouvons assurément l'accès aux denrées alimentaires. Or, certaines zones de conflit, dont le Yémen, se retrouvent dans une situation de précarité extrême en ce qui a trait à l'approvisionnement alimentaire.

Selon vous, en quoi la crise de la COVID-19 aura-t-elle accentué les problèmes d'approvisionnement en denrées alimentaires dans les zones de conflit?

Si le temps le permet, les autres témoins pourront également répondre à ma question.

[Traduction]

Mme Annalisa Brusati: Oui, la COVID a exacerbé les besoins fondamentaux et la capacité des familles à nourrir leurs enfants. Nous avons mené plusieurs évaluations simples par l'entremise de nos équipes et des centres de liaison pour la protection de l'enfance que nous avons dans certains pays, et nous avons constaté jusqu'à présent que les deux grandes priorités en matière de protection de l'enfance sont la négligence à l'égard des enfants et le travail des enfants. Il se trouve que ces problèmes sont exacerbés par la pandémie de COVID.

La négligence à l'égard des enfants est étroitement liée au fait que les parents et les personnes qui en ont la charge doivent continuer à aller travailler, de sorte que leurs enfants doivent rester seuls. Ils ne sont pas en mesure de subvenir à leurs besoins, y compris sur le plan nutritionnel. Le travail des enfants a aussi augmenté de façon exponentielle, en partie parce que les enfants sont à la maison. Les parents amènent souvent leurs enfants avec eux au travail. De plus, on constate que les enfants sont plus souvent exploités au travail.

Le président: Merci beaucoup, madame Brusati.

[Français]

Merci beaucoup, monsieur Bergeron.

[Traduction]

Enfin, madame McPherson, vous avez encore deux minutes.

Mme Heather McPherson: Merci. Je vais essayer d'être la plus brève possible.

Madame Brusati, je vous remercie de votre travail.

Vous avez expliqué aujourd'hui que les enfants déplacés ont toujours souffert des fermetures d'écoles et du risque de violence, et vous avez dit que la COVID a grandement accru ces répercussions. Vous avez aussi parlé du coût de la non-scolarisation, qui se chiffre en billions de dollars. Je suis ravie de la campagne Together for Learning, qui m'enthousiasme, campagne qui se penchera sur les enfants réfugiés et déplacés, mais y a-t-il autre chose que nous devons savoir sur les répercussions sur les enfants si nous n'agissons pas avec l'urgence nécessaire? Parlez-nous aussi des gains potentiels à retirer d'une action décisive et adéquate?

• (1730)

Mme Annalisa Brusati: À IRC nous avons mené une campagne très énergique au début de la pandémie de COVID au sujet de la vague de violence directement associée aux mesures de confinement. Il s'agit de violence à l'égard des enfants à la maison et d'une augmentation de la violence conjugale axée sur le genre. Nous constatons une réduction des gains que nous avons réalisés depuis les objectifs du millénaire pour le développement et les objectifs de développement durable.

Si nous n'investissons pas dans les services de protection, les services de soutien et d'éducation pour ces enfants, nous allons perdre les investissements faits dans le cadre des objectifs de développement du millénaire et des objectifs de développement durable. Nous allons reculer de 20 à 30 ans en ce qui a trait aux gains que nous

avons faits, et à tous les investissements que nous avons faits ces 20 à 30 dernières années. Il est impossible de quantifier la perte que cela représente pour les enfants d'aujourd'hui et pour l'avenir économique de nos pays, ainsi que pour les pays où nous intervenons, parfois dans des situations de conflit.

Le président: Merci beaucoup.

Au nom de tous mes collègues, je tiens à remercier les témoins de leur présence aujourd'hui, de leur témoignage, de leur expertise et de l'incroyable service qu'ils offrent.

Nous aurions tous aimé avoir plus de temps avec vous, mais c'était extrêmement utile.

[Français]

J'aimerais également remercier de leur travail nos extraordinaires interprètes, surtout compte tenu des problèmes liés à la qualité du son. Je leur en suis très reconnaissant. Je les remercie grandement du soutien qu'ils apportent au Comité.

[Traduction]

Chers collègues, sur ce, je vous remercie. Profitez bien de votre soirée. Faites attention à vous.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>